

	Trois Mois	Six Mois	Un An
Seine, Seine-et-Oise.	15	30	60
Départements.	18	37	75
Union Postale.	21	43	89

On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

LE FIGARO

Directeurs-Gérants :

F. DE RODAYS A. PÉRIER

Rédacteur en chef. Administrateur.

SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :

Gaston CALMETTE

TÉLÉPHONE 102.46 Rédaction
102.47 Administration

ANNONCES ET RÉCLAMES

Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

Lettres d'un Conservateur

D'un château du Morvan.

Mon père avait hérité de son père et m'a légué cette opinion :

Les formes gouvernementales ne sont que des instruments. Les hommes ne sont que des ouvriers. Instruments et ouvriers sont destinés à maintenir certaines règles, à entretenir au milieu des peuples certains principes sans lesquels les sociétés disparaîtraient rapidement. Par exemple, la morale publique et privée, l'autorité s'exerçant dans des sphères limitées, toute la liberté individuelle compatible avec l'ordre, l'ordre lui-même et la hiérarchie, le respect du droit, celui de la propriété, la plus grande somme possible de solidarité entre les grands et les petits, les riches et les pauvres, l'équitable répartition des charges sociales, etc., etc.

C'est pour obtenir ces biens que les hommes se sont constitués en sociétés. Et quand leurs sociétés sont incapables de leur en assurer la possession, aucune force, aucun artifice ne peuvent perpétuer l'existence de ces sociétés.

D'après leurs races, d'après leurs traditions, les groupes humains ont choisis des systèmes politiques différents : monarchie absolue, monarchie constitutionnelle, république centralisée ou fédérale. Mais tous ces groupes, quel que soit le système adopté, l'appliquent à la conquête et au maintien des biens nécessaires que je viens d'énumérer.

La plupart des hommes, ne pouvant pas percer la surface des choses, attribuent à un système ou à un autre une vertu particulière. Dans notre pays où toutes les formes gouvernementales ont été appliquées et rejetées depuis un siècle, il s'est formé des partis persuadés que la France ne peut être heureuse et prospère qu'au moyen de la forme gouvernementale autour de laquelle ils sont ralliés et des hommes qu'ils reconnaissent pour chefs. Les monarchistes, par exemple, pensent et proclament que la France, ayant été formée par une monarchie héréditaire, en a les traditions dans les moelles et ne peut pas vivre sans elle. Les impérialistes affirment, au contraire, que l'hérédité étant rompue, le contrat est résilié entre la France et la famille royale, que ce pays-ci ne veut plus que des chefs électifs. Enfin, les républicains prétendent que rois et empereurs sont inutiles et que la République est l'expression naturelle du suffrage universel.

Il y a là une erreur. Toutes les formes gouvernementales sont capables de procurer les avantages nécessaires aux hommes formés en société et le choix de l'une de préférence à une autre n'est que secondaire. Mais ce qui n'est pas secondaire, ce qui importe avant tout, c'est l'esprit dans lequel on les applique. En effet, on peut s'en servir pour maintenir le patrimoine social, comme on peut s'en servir pour le détruire. On peut s'en servir dans un esprit conservateur, ou bien s'en servir dans un esprit révolutionnaire. Il y a des monarchistes révolutionnaires, et il y a des républicains conservateurs.

Par conséquent, logiquement, les Français ne devraient pas se diviser en républicains, en monarchistes et en impérialistes : ils devraient se diviser en conservateurs et en révolutionnaires. En réalité, cette classification existe. Les Français sont conservateurs quand ils détiennent le pouvoir, et révolutionnaires lorsqu'ils l'ont perdu et qu'ils veulent le reconquérir.

Si l'on voulait chercher des exemples pour appuyer cette assertion, on les trouverait facilement. Vers la fin de l'Empire, le fameux programme de Nancy, qui était trop radical, trop révolutionnaire pour être appliqué par les républicains vainqueurs, fut signé à la fois par des hommes qui devaient, quelques années plus tard, trouver M. Thiers trop radical, c'est-à-dire par des orléanistes aussi bien que par des républicains. En ce moment même, ne voyons-nous pas le parti radical, devenu maître de la Commission du budget, proposer le vote du budget des cultes dont il a toujours jusqu'ici demandé la suppression ? Donc les politiciens français sont tout à tour conservateurs ou révolutionnaires, selon qu'ils sont au pouvoir ou dans l'opposition.

Mais les politiciens ne sont pas toute la France ; ils n'en sont même qu'une infime partie. La France est surtout composée de gens qui ne seront jamais députés ni même conseillers municipaux, de gens comme moi, et ceux-là, par instinct, sont des conservateurs. Bien avant que le Pape eût donné la bénédiction aux quatre ou cinq grandes idées sur lesquelles repose toute société. Leur résignation n'a été que médiocrement récompensée, je le reconnais, au moins dans les débuts. La République a fait la guerre au clergé, elle a expulsé les congrégations. Elle a institué partout l'école neutre, c'est-à-dire l'enseignement en dehors de toute idée religieuse. Elle a détruit ou plutôt suspendu l'immovibilité judiciaire. Elle a eu pour les internationalistes et les assassins des tendresses qui lui avaient aliéné toute l'Europe.

Les pauvres conservateurs, à ce moment, et pendant longtemps, ont ressemblé aux fourmis dont la bêche vient de détruire les galeries souterraines et qui fuient éperdues, emportant leurs œufs dans leurs mandibules, sans même savoir où les déposer. Ils ont augmenté

d'efforts pour la conservation, à mesure que la République se faisait plus révolutionnaire. Ils ont multiplié les œuvres. Ils ont ouvert la France d'écoles libres. Enfin, ils ont fait ce qu'ils ont pu. Ils ont conservé. Ils ont conservé les ruines qui leur restaient. Puis, les choses se sont tassées peu à peu. Les curés ont pris leur place dans les cortèges présidentiels. Les hostilités ont été moins vives contre la religion. Des paroles d'apaisement sont venues de Rome, et l'on s'apprêtait à vivre tant bien que mal les uns avec les autres, lorsque le cyclone que vous savez a éclaté. Son premier résultat a été de détruire le travail pacificateur de plusieurs années, de nous rejeter de près de vingt ans et de nous replacer à l'époque où les luttes étaient le plus aiguës, avec cette différence capitale, cependant, qu'alors le gouvernement menait la bataille, tandis qu'aujourd'hui il se laisse mener par elle, avachi, désemparé, plus bruyant, mais aussi impuissant et indolent que ce pauvre Louis XVI pendant les trois dernières années de son règne et de sa vie.

Ce qui me frappe surtout dans les innombrables épisodes qui se déroulent depuis quatorze mois et que je contemple de mon observatoire lointain, c'est le désarroi, la lâcheté et l'effacement des hommes qui ont mission de gouverner en ce pays-ci. Les crises, les révélations, les scandales, les mensonges, tout cela arrive comme par l'effet du hasard, et jamais rien n'est réfuté avec précision. On dirait que personne n'est chargé de savoir et que personne n'est chargé de répondre. On dirait d'une entreprise quelconque dont le chef s'est suicidé, dont les employés ne sont plus sûrs d'être payés. Chacun tire de son côté. Chacun se défend. Personne n'a rien vu. Personne n'est responsable de rien. Le pauvre Félix Faure se lave les mains et se garde, dit-on, de mettre son auguste nez dans aucun papier significatif, et il a mille fois raison. S'il risquait la moindre démarcation, s'il émettait le moindre avis, il serait brisé comme verre, et les chiens qui se mordent aux babines se précipiteraient tous sur lui. Les ministres ne savent rien et ne veulent rien savoir, pour une raison analogue. Nous en sommes d'ailleurs à notre sept ou huitième génération ministérielle, depuis le début de l'affaire. Les députés ont peur de leurs électeurs, qui eux-mêmes ont peur de leur ombre.

Manifestement, il n'y a personne qui considère les affaires de la France comme les siennes, personne qui croie son intérêt et son honneur liés indissolublement à l'intérêt et à l'honneur de la nation.

Ah ! quel hymne magnifique à la monarchie chantée par la voix de ses mille incidents cette affaire Dreyfus ! Car avec une monarchie il y aurait quelqu'un qui, sous peine de déshonneur et de dégringolade, serait tenu d'avoir un avis, de le faire connaître et de l'imposer aussi bien aux militaires qu'aux civils.

Ah ! s'il y avait encore des monarchistes dans ce pauvre pays ! Mais, voilà, il n'y en a plus ! Il y a des antisémites qui crient : A bas les juifs ! Mais des monarchistes, préoccupés de présenter à ce pays la figure d'un roi justicier, d'un roi qui porte à la fois le glaive et la main de justice, qui ne permette pas plus d'insulter ses officiers que ses magistrats, des monarchistes qui comprennent qu'il est stupide de crier à bas qui que ce soit quand on est soi-même à bas, j'en chère et je n'en vois pas. C'est vraiment dommage, car si s'y passe-t-il une circonstance très rare, unique même, où l'on pourrait plaider la vertu intrinsèque d'une forme de gouvernement et sa supériorité sur les autres.

Quant à moi, conservateur avant tout, et conservateur obstiné, je maudis à la fois les révolutionnaires qui injurient les officiers et ceux qui injurient les magistrats ; car nous ne pouvons pas plus nous passer des officiers que des magistrats, puisque les nations civilisées sont celles qui mettent la force au service du droit.

Le Vieil Abonné.

Échos

La Température

Le baromètre fléchit sous une zone de pressions hier encore inférieures à 750mm ; une sorte de bourrasque se manifeste sur nos côtes de la Manche, où la mer est houleuse au Havre et à Cherbourg ; sur l'Océan elle est très houleuse. La température s'est sensiblement abaissée ; à Paris, le thermomètre était à 5° au-dessus à huit heures du matin, et à 8° dans l'après-midi ; on notait 10° à Alger et 11° au-dessous de zéro à Moscou.

La journée d'hier a été pluvieuse ; les ondées restent probables, mais le temps va devenir plus frais. Le soir, le baromètre vers onze heures se tenait à 752°.

Monte-Carlo. — Thermomètre : à huit heures, 9° ; à midi, 11° ; petite pluie.

L'ENQUÊTE MAZEAU

Je ne crois pas qu'il y ait dans la presse et dans le public une seule personne qui réclame contre la publication de l'enquête instituée par M. le premier président Mazeau et les doyens des Chambres civiles et des requêtes de la Cour de cassation.

C'est à la suite de cette enquête, et sur la demande formelle des enquêteurs, que le gouvernement a déposé un projet de loi déférant à la Cour de cassation, toutes Chambres réunies, la procédure de revision. C'est un projet de loi de circonstance, cela n'est pas douteux, et la Chambre, le public par conséquent, ont le droit de connaître les graves motifs qui ont guidé M. le président du Conseil. Ces motifs seront exposés dans l'enquête.

L'honorable M. Quesnay de Beurepaire a dénoncé quelques-uns de ses collègues qui lui considèrent comme des magistrats indignes. D'après lui, la Chambre criminelle contient quelques brebis galeuses. Il importe de savoir si ces brebis sont réellement galeuses, et combien il y en a dans le troupeau.

On trouvera tout cela dans l'enquête. Enfin, la Commission parlementaire expliquera par cette publication pourquoi elle a repoussé le projet du gouvernement.

Lorsque l'enquête a été fermée, l'honorable M. Quesnay de Beurepaire a demandé qu'on la rouvrit. Il avait quelque chose à ajouter ; il avait à dire qu'une déposition orale, jugée assez grave pour n'avoir pas été écrite, avait été communiquée à un agent de la Triple.

Il est bien regrettable que son vœu ne soit pas exaucé, et j'aimerais beaucoup voir notre nouveau confrère insister sur cette piste, afin que le public sût par quelle entremise celui qu'il appelle l'agent de la Triple, et qui est un vulgaire ambassadeur, a été informé.

C'est là les inconvénients du gouvernement dans la rue. Il a pour facteurs principaux les journaux, et la peur qu'ils inspirent ceux d'entre eux qui mènent, perpétuellement l'injure. Car on ne voit pas de puissance humaine qui puisse résister à la combinaison du suffrage universel, de la presse colonnatière et du jury incertain. Aussi, il y a parmi nous, à cette heure, trois ou quatre hommes qui ne se venteraient pas le moins du monde s'ils se flattaient de faire marcher la France. Où la mènent-ils ? C'est ce que nous verrons dans quelque temps.

Mais en attendant, le correctif de l'injure et de la calomnie à outrance, c'est la publicité à outrance. Les deux poisons s'annulent l'un par l'autre.

Nous sommes donc enchantés, avec l'universalité de nos confrères et de nos lecteurs, que le rapport Mazeau soit le prochain chapitre du grand roman-feuilleton qui tient la France anxieuse et palpitante depuis si longtemps. — J. CORNÉLY.

A Travers Paris

Le prince Malek Mansour Mirza, second fils du schah de Perse, a quitté Paris hier par le train de deux heures, accompagné de sa suite, pour se rendre au Creusot, où il passera toute la journée de demain.

De la Son Altesse Impériale ira à Nice pour y passer plusieurs jours, avant de continuer son voyage en Europe dont il visitera les principales villes, notamment Rome, Venise, Vienne, Budapest et Constantinople.

Le prince a été salué à son départ de la gare de Lyon par le général Nazare Aga, ministre de Perse en France, entouré des membres de la légation et du consulat, et de la colonie persane.

Son Altesse Impériale, avant de quitter Paris, a rendu visite à M. Delcassé, ministre des affaires étrangères.

Le prince a été heureux de trouver dans cette visite une nouvelle occasion d'exprimer sa haute satisfaction et ses vifs remerciements pour l'accueil si sympathique et si ému qu'il a trouvé en France. Il a dit qu'il serait enchanté de revenir en 1900 avec son père, et, comme il l'avait déclaré à un de nos rédacteurs, il a répété qu'il avait les sentiments de la plus grande admiration pour Paris, « ce foyer universel de mouvement et de lumière ».

Son Altesse Impériale avait passé sa dernière soirée chez le prince Malcom Khan, qui vient d'être l'objet de la plus haute distinction que l'on puisse conférer à un Persan. S. M. le Schah lui a décerné le titre de Nizam ou Dowlah, qui signifie « Ordonnateur de l'Empire ».

INSTANTANÉ

M. PICHON

Ministre de France à Pékin. Vient d'être promu à la première classe de son grade.

Bien connu dans les milieux politiques et parlementaires, qu'il doit se féliciter aujourd'hui d'avoir quittés. Ce qui s'y passe n'est pas fait pour lui donner envie d'y retourner. Il y avait conquis, cependant, une place des plus enviables, mais le suffrage universel est mouvant comme le sable de la mer. M. Pichon, au moment des élections contre le boulangisme, ne fut pas réélu, et ce mal fut pour lui un bien.

Quarante-deux ans. A débuté dans le journalisme. Ancien membre du Conseil municipal de Paris, député de la Seine de 1885 à 1893, secrétaire de la Chambre des députés, membre du Conseil supérieur de l'Assistance publique, de la Commission supérieure des bâtiments civils et de la Commission des voyages et missions littéraires.

Entré dans la diplomatie le 22 mai 1894 comme envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Port-au-Prince. Fut nommé de là à Rio-Janeiro, puis à Pékin. Chevalier de la Légion d'honneur.

Avait laissé à la Chambre, dont il était un des orateurs les plus écoutés, le souvenir d'un fort aimable collègue et d'un esprit très ouvert et très fin. A bénéficié de ces mêmes qualités dans sa nouvelle carrière et a brillamment réussi partout où il a passé.

Taille moyenne, figure distinguée, de petits yeux subtils qui s'abritent derrière un lorgnon, cette arme offensive et défensive de la diplomatie !...

Un vaillant soldat, dont la prise héroïque de Sikasso et l'écrasement définitif des chefs Bahemba et Samory ont fait entrer le nom dans l'histoire, le colonel Audouard, du 1^{er} régiment d'infanterie de marine, ex-lieutenant-gouverneur du Soudan français, a été fêté hier par ses anciens camarades de Saint-Cyr.

Au dîner organisé en son honneur par le Comité de la promotion 1874-76, dite « la Grande Promotion », sous la prési-

dence du lieutenant-colonel Castelli, assisté du commandant Klecker, des allocations patriotiques ont été prononcées et des toasts vibrants ont montré au colonel Audouard que ses anciens camarades de Saint-Cyr avaient suivi avec un intérêt passionné sa campagne du Soudan et étaient fiers de ses succès.

Sir William Harcourt, le champion de la politique libérale d'Angleterre, et lady Harcourt viennent de passer quelques jours au Grand Hôtel du Louvre, à leur passage à Paris pour aller dans le Midi.

L'exposition particulière des reproductions d'œuvres de maîtres anciens et modernes, vues de procédés J. Gaultier, qui constituent une révolution dans l'art, aura lieu les 9, 10 et 11 février à la Société d'Édition artistique, Pavillon de Hanovre, 32, rue Louis-le-Grand. Seuls les privilégiés qui ont reçu des invitations seront admis. L'exposition publique aura lieu à partir du 12 février.

La jolie place Louvois va voir disparaître un immeuble qui la déparait complètement. C'est le grand hangar à la façade nue et disgracieuse qui servait de magasin aux décors de l'Opéra-Comique.

Ce hangar était autrefois une dépendance de l'Opéra, situé jusqu'en 1821 sur la place Louvois et détruit à la suite de l'assassinat du duc de Berry par Louis. On en a commencé la démolition. Sur les terrains restés libres, la Ville de Paris construira une école de garçons.

Le square Louvois, déjà peuplé d'enfants, y gagnera en gaieté et en animation.

Samedi 11 mars prochain, à deux heures, aura lieu, à l'audience des criées du Tribunal civil de la Seine, par M^{re} Gieules et Brunet, avoués, une vente très intéressante pour les capitalistes. Il s'agit de l'établissement thermal et des sources de Bussang (Vosges). L'eau de Bussang tient une des premières places parmi les eaux minérales médicinales. Mise à prix : 500,000 francs.

Le Bottin vient de paraître. La nouvelle édition de 1893 ne le cède en rien aux précédentes par la variété et l'utilité de ses renseignements. Parmi les principaux documents nouveaux que contient le Bottin de cette année, nous signalons, outre de nouvelles cartes de pays étrangers, la statistique du commerce de la France avec ses colonies et les puissances étrangères, due à la collaboration de M. Jules Roche, ancien ministre du commerce, et la loi sur les patentes suivie du tableau complet des industries et professions soumises au droit de patente, avec le taux du droit proportionnel applicable à chaque classe.

Hors Paris

La longévité au Vatican.

A la fin de ce mois, S. S. Léon XIII recevra en audience spéciale le plus âgé des serviteurs du Vatican, le commandeur Pacelli, qui accomplira le 27 février prochain sa cent unième année. M. Pietro Pacelli, qui a été jadis directeur des douanes papales, jouit d'une santé telle qu'il pourra se rendre à pied au Vatican pour recevoir la bénédiction du Pape.

M. Pacelli n'est pas le seul vétéran du Vatican : le général Raphaël de Courten, ex-commandant de la garde, vient d'atteindre sa 90^e année. Il est de deux mois plus âgé que Léon XIII, qui célébrera le 2 mars prochain le 90^e anniversaire de sa naissance.

Ajoutons que neuf cardinaux, NN. SS. Canossa, Mertel, Celestia, Richard, Krenmetz, Gruscha, Galeotti, Schlauch et Steinhuber, comptent ensemble la respectable somme de 735 années.

Nouvelles à la Main

Autour du tapis vert.
Un joueur en dévotion fait entendre, à chaque coup de cartes défavorable, un gémissement prolongé.

— Ce monsieur, dit un voisin, me rappelle Venise... C'est le... pont des soupis.

Boireau flirte avec une jeune veuve qui joue visiblement le rôle d'Artemise.
— Voyez-vous, dit-elle d'une voix mourante, j'ai le cœur brisé.

— Bah ! fait Boireau, les morceaux en sont bons !

Le Masque de Fer.

La nouvelle affaire d'espionnage

Ainsi que nous le disions hier, le roman du courrier de Saint-Étienne et des sacs de dépêches noyés n'a aucun rapport avec l'affaire de l'officier B... arrêté sous prévention d'espionnage.

On sait aujourd'hui le nom de cet officier. Il s'appelle Ernest-Albert Boisson et était lieutenant au 79^e de ligne, en garnison à Nancy. D'une bonne famille, sorti de Saint-Cyr, Albert Boisson était un beau blond à la moustache conquérante. Entraîné par la vie facile, il fit des dettes et, sur la plainte de ses créanciers, il fut, à la fin de l'année dernière, mis en réforme.

Forcé de quitter le régiment, Boisson vint à Paris où il alla d'abord loger chez une dame Roger, qui tient, 40, rue de la Montagne-Sainte-Genève, une pension bourgeoise, fréquentée, en majeure partie, par des Haïtiens. Mme Roger, apprenant qu'il voulait se fixer à Paris, l'adressa à Mme Daudin, 3, place Monge, qui loue en meublé.

Boisson se présenta, le 2 décembre dernier, chez Mme Daudin, avec une personne qu'il lui dit être sa femme. Il était uniforme ; mais il dit qu'ayant eu des difficultés avec son colonel, il quittait le service pour un certain temps, et que c'était pour cela qu'il venait à Paris.

Muni d'un carnet de chèques délivré par la succursale de la Banque de France de Nancy, l'officier payait très bien. Il inspira donc la plus grande confiance à son hôte et aux personnes de son entourage. Il menait, avec celle qu'il appelait sa femme et qui se nomme en réalité Mlle Marie Baradel, une vie très modeste du reste, occupant une simple chambre et ne faisant pas de grosses dépenses. Il recevait des lettres tous les deux ou trois jours et faisait de fréquents voyages à Nancy, où il allait voir, disait-il, un de ses camarades, le lieutenant M..., dont il a même donné un billet en paiement à Mme Daudin.

Ce sont, paraît-il, ces allées et venues qui intriguèrent le service des renseignements. On surveilla Boisson et, à la suite de cette surveillance, le commandant Rollin, du 2^e bureau, vint au Palais se concerter avec le procureur de la République. A la suite de cet entretien, M. Cochefert fut chargé de mettre le lieutenant Boisson en état d'arrestation.

Le lieutenant était parti vendredi soir, retrouver Mlle Baradel qui était allée passer quelques jours à Nancy et dans sa famille, près de Châlons-sur-Marne. Il devait la ramener, afin de démolir et d'aller habiter, 55, rue Desrenaudes, aux Ternes.

Ainsi qu'il l'explique dans une lettre que nous avons eue sous les yeux — lettre datée du 5 février, mise à la poste à Châlons et arrivée hier soir seulement à Paris — il dut ajourner son retour. Il avait, dit-il, « trouvé Marie bien fatiguée et il ne voulait pas la mettre en route, dans son état, par un tel froid ».

« Je veux, ajoute-t-il, attendre à demain. Si elle va mieux, je la ramènerai. Sinon, je rentrerai seul et reviendrai la chercher dans la semaine. Je suis désolé de ce contretemps qui retarde encore mes affaires, déjà assez nombreuses et assez compliquées. »

C'est au moment où il venait de mettre cette lettre à la poste, à la gare de Châlons, à l'adresse de Mme Daudin, que cinq inspecteurs de police envoyés à sa recherche par M. Cochefert, le reconnurent et l'arrêtèrent au buffet où il déjeunait.

Trois d'entre eux le ramenèrent à Paris, tandis que les deux autres se rendaient à Nancy, pour procéder à l'arrestation de Marie Baradel.

Celle-ci qui, nous le savons, se trouvait près de Châlons, a été arrêtée à Nancy, hier soir, au moment où elle rentrait à son ancien domicile, rue du Téméraire.

Hier, à onze heures, MM. Boucart, juge d'instruction, et Cochefert, sont allés pratiquer une perquisition dans la chambre que Boisson occupait rue Monge, chez Mme Daudin. Ils ont saisi divers papiers.

Ils sont allés ensuite rue Desrenaudes, mais à ce domicile, où l'inculpé n'était pas encore installé, ils n'ont rien trouvé.

Dans l'après-midi, Boisson a été amené au cabinet de M. Boucart, qui lui a fait subir un interrogatoire de forme. Il a été ensuite ramené à la prison de la Santé.

Jusqu'à présent on n'a guère contre lui que des probabilités. L'examen des papiers saisis démontrera si l'accusation est bien réellement fondée.

Georges Grison.

M. HENRI ROCHEFORT A ALGER

(Par dépêche de notre correspondant particulier)

Alger, 6 février.

Les Comités antijuifs réunis avaient décidé pour aujourd'hui deux manifestations, ou plutôt deux pèlerinages, dont M. Rochefort était invité à faire les frais de fumelle. Le matin, des couronnes devaient être déposées sur la tombe du journaliste Fernand Grégoire, à Fontaine-Bleue, en un endroit charmant, haut dans la montagne où l'on ne croirait jamais que puisse se trouver un cimetière. Le soir, c'était à Saint-Eugène, devant le tertre où repose Cayrol, où paisible ouvrier poignardé, comme par hasard, l'an dernier au cours d'une bagarre, et qui devait poursuivre, bien malgré lui sans doute, un martyr de la cause antisémite. On avait voulu cette journée des morts assitôt après la fête des ovals et des fleurs, et il faut bien avouer que rien de cela n'était très gai pour un touriste accompagné de sa jeune femme.

Réveillé de bonne heure pour accomplir ce devoir funèbre, M. Rochefort se déclare fatigué. Hier, à neuf heures du soir, ne résistant pas à sa vieille habitude de Paris, il avait fait une promenade en voiture sur le boulevard et pris l'air de la mer.

Sans doute, Alger aux lumières, le port miroitant et tranquille, la douceur de cette soirée l'avaient séduit. On ne jouit pas de toutes ces choses au milieu des émeutes. Un peu de calme lui était bien dû. Puis, de rigoureuses mesures venaient d'être prises : la suspension du Conseil municipal, la mairie en état de siège, la mainmise sur tous les pouvoirs par l'autorité supérieure.

A quoi bon s'obstiner ? Pour quel résultat ?

A dix heures, M. Rochefort manquant d'écouter, huit voitures filèrent mélancoliquement vers le cimetière avec la couronne. On est trente : les délégués de Comités, quatre vétérans du Conseil suspendu, les journalistes. La promenade est très fraîche. On arrive par de pittoresques détours. Quelques agents sont dissimulés dans les tombes. Personne n'est venu, en dehors du cortège, et la manifestation reste toute pacifique. L'hommage rendu à Fernand Grégoire est rapide. Le retour s'opère. A la porte,

un commissaire, obséquieux ou ironique, félicite les manifestants de leur calme, mais la rentrée en ville ménage des surprises.

C'est d'abord Max Régis, accompagné de MM. Cloutier et Possier, de l'*Intransigeant*. Leur voiture s'est attardée. On ne peut cependant pas refaire une manifestation pour eux, et ils prennent la suite du cortège. Au carrefour de Mustapha-Supérieur, autre étonnement. On s'exclame : « Rochefort ! Rochefort ! » Son landau monte la côte au pas de promenade. Il est en famille. Tout le monde descend. Rochefort se dresse dans la voiture et s'écrie :

— Il n'y a personne d'arrêté ?
On le rassure. Tout s'est bien passé. La manifestation a été d'ailleurs très restreinte, mais, s'il le désire, on recommencera pour lui.

— Non, non ! Vous comprenez, je suis venu ici en promeneur, et non pas pour faire coiffer les gens. Ce rôle ne me convient pas.

— Pourtant, ce soir, pour Cayrol...
— Je ne veux pas risquer de me faire rembarquer par un commissaire de police ! Ça ne me va pas. Si je dois déposer une couronne sur une tombe, j'irai seul.

Quel froid, quel désappointement produisent ces paroles ! Il semble que tout, tout fini. Max Régis paraît abasourdi et, tout à coup, très loin de la conversation, la pensée perdue, la voix incohérente, il dit :
— Mais, vous nous aiderez bien à faire partir Laferrère ?

— Comment donc ! s'écrie Rochefort. N'importe ! Ce n'est plus cela. Les manifestations d'hier ou les nouvelles de ce matin ont changé le pamphlétaire. On le prie d'assister au banquet privé.

— Ah ! Le banquet. Oui, parfaitement, entre amis.

Ce matin, il déjeûne à la campagne, chez un ami. Peut-être serait-il indiscret de chercher à savoir où ? Et le voilà parti pour la journée.

Les délégués des Comités antijuifs se sont rendus dans la journée au cimetière de Saint-Eugène, et ont déposé des couronnes sur la tombe de Cayrol. Le bruit de l'arrivée de Rochefort s'étant répandu, cinq à six mille personnes se sont rassemblées aux abords. Un discours a été prononcé par Max Régis. M. Rochefort n'ayant pas paru, la manifestation est restée relativement calme.

M. Pujade, adjoint au maire, a succombé aujourd'hui aux suites d'une fluxion de poitrine. En signe de deuil, et sur le désir de MM. Rochefort et Régis, le banquet qui devait avoir lieu ce soir a été décommandé.

MM. Daniel Cloutier et Adolphe Possier, de l'*Intransigeant*, ont envoyé leurs témoins à M. Laurens, directeur du *Télégramme*, à la suite d'un article de ce journal qu'ils ont jugé blessant. Aucune entente n'a pu se faire et il est probable que le duel n'aura pas lieu.

Un dîner intime, auquel assistaient MM. Ernest Roche et Charles Bernard, députés, Max Régis, plusieurs journalistes et délégués de Comités, a été donné ce soir à l'hôtel d'Europe par M. Rochefort.

R. Marie-Lefebvre

Où nous en sommes

A MARSEILLE

(Un coin de la manifestation le jour de l'arrivée de Rochefort.)

PREMIER MARSEILLAIS

LES AFFAIRES EN COURS

On peut considérer l'enquête de la Chambre criminelle comme virtuellement terminée. Il n'y a plus à entendre que deux ou trois témoins, et la clôture officielle aura lieu presque certainement à la fin de la semaine.

Voici le texte de l'assignation lancée par le général de Galliffet contre le *Gaulois*, à propos d'un article publié par M. de Maizière dans ce journal :

« Attendu que, dans son numéro du 25 janvier 1899, le journal le *Gaulois*, dans un article se trouvant à la première page, quatrième colonne, sous le titre « Requêtes », paragraphe 2, s'est exprimé ainsi sous la signature G. de Maizière :

« J'offre également de prouver que le général de Galliffet a, dans un dîner qui se place à une date très récente, tenu le propos suivant :

« Oh ! nous sommes bien tranquilles ; Picquart ne sera pas jugé par le Conseil de guerre. Une femme du monde, Mme X..., viendra se déclarer l'auteur du « petit bleu » et l'on sera obligé de les envoyer tous deux devant la Cour d'assises. »

« Ce propos a été tenu devant des témoins qui viendront en déposer, si l'on veut bien les appeler tous. »

« Tout cela sous ma responsabilité personnelle. »

« Attendu que le requérant envoyait immédiatement au *Gaulois* une lettre l'informant qu'il offrait de prouver que celui qui avait communiqué à M. de Maizière le prétendu propos ci-dessus était un menteur, et qu'il demandait que cette personne se fît connaître ;

« Que la lettre fut insérée dans le numéro du 26 janvier 1899, mais que M. de Maizière, en commentant de nouveau son premier article, maintient son affirmation précédente, en déclarant ne vouloir pas, quant à présent, faire connaître le nom de la personne en question, et en déclarant également que lorsque la juridiction actuellement saisie de l'affaire Dreyfus aurait été modifiée, ses témoins se feraient connaître ;

« Attendu que, cet expédient dilatoire ne permettant pas au requérant de faire justice des propos qui lui sont imputés, il ne peut que se pourvoir devant les Tribunaux compétents pour obtenir justice de la diffamation dont il est l'objet ;

« Attendu que les propos attribués au requérant contiennent l'imputation de faits précis de nature à nuire à l'honneur et à la considération du général de Galliffet ;

« Qu'il est représenté comme mêlé à une intrigue ayant pour but de soustraire aux Tribunaux militaires la connaissance de l'affaire Picquart, et comme ayant à l'égard de ces Tribunaux une défiance injurieuse, « nous sommes tranquilles, Picquart ne sera pas jugé par le Conseil de guerre » ;

« Qu'ainsi, on lui prête des inimitiés au cas où Picquart serait jugé par un Conseil de guerre, et qu'on l'associe à ceux qui, unis par ces mêmes sentiments, mettent en doute l'indépendance de cette juridiction ;

« Qu'on le présente comme connaissant un plan formé pour tromper la justice par une véritable fraude : « Une femme du monde, Mme X..., se reconnaît l'auteur du « petit bleu », c'est pour moi il est « bien rassuré » ;

« Qu'on le présente comme acceptant cette combinaison, sinon comme l'ayant ou approuvée ou organisée ;

« Attendu que de pareilles imputations seraient de nature à porter atteinte à l'honneur et à la considération de toute personne ;

« Qu'elles sont d'une gravité exceptionnelle, s'agissant du général de Galliffet, ancien commandant de corps et commandant d'armée, actuellement au cadre de réserve et appelé à commander encore ;

« Qu'elles tendent à lui nuire de la façon la plus certaine aux yeux de l'armée, dont il a été, dont il reste l'un des chefs ;

« Attendu dès lors que M. Moine, comme gérant et comme auteur principal, et M. de Maizière comme auteur de l'article et comme complice se sont rendus coupables de diffamation ;

« Qu'il y a lieu de leur faire application des peines prévues par la loi du 29 juillet 1881 ;

« Qu'il est en outre dû réparation au requérant, par ces motifs :

« S'entendre le sieur Moine, comme gérant responsable et comme auteur principal, le sieur de Maizière, comme auteur de l'article et comme complice, déclarer coupables du délit de diffamation, conformément aux articles 29, 42 et 43 de la loi du 29 juillet 1881 ;

« S'entendre en conséquence les susnommés en leurs dites qualités ci-dessus, condamner sur les réquisitions du ministère public, aux peines prévues par l'article 32 de la loi susvisée ;

« S'entendre en outre condamner conjointement et solidairement à payer au requérant la somme d'un franc à titre de dommages-intérêts ;

« Voir ordonner l'insertion du jugement à intervenir dans le journal le *Gaulois*, en première page et dans les caractères ordinaires, et ce dans les trois jours de la signification dudit jugement à intervenir ;

« Voir ordonner également et en tant que de besoin, à titre de supplément des dommages-intérêts, l'insertion d'un jugement à intervenir dans dix journaux au choix du requérant, aux frais des susnommés, et ce sur la même solidarité ;

Grains de bon sens

Un instantané de la vie parisienne, pris au vol, hier :

Il fait un temps de chien, la pluie et le vent font rage. Un fiacre s'arrête au bord du trottoir, en face d'un grand magasin.

Une jeune femme, très élégamment habillée, s'apprête à en descendre ; elle a des gants blancs, comme c'est la mode aujourd'hui. Elle jette un regard navré sur la portière qui est tout éblouissante d'eau sale, sur le marchepied où la botte va enfoncer dans un épais lit de boue, sur la poignée qui est humide et maculée.

Elle a fort à faire de ramasser sa jupe autour d'elle, de déployer son parapluie, de se couler hors de la voiture, sans gâter sa toilette. Elle avait dans sa main le prix de la course. Elle le tend au cocher, et, au moment de partir, elle s'aperçoit que la portière est restée ouverte.

C'est comme un mouvement instinctif chez la Parisienne. Elle saisit délicatement la poignée, à l'endroit qui lui semble le plus propre, et essaye de la fermer. La portière résiste. La dame insiste et, après deux ou trois essais infructueux, elle arrive à fermer cette portière récalcitrante.

Elle s'éloigne en contemplant, avec une petite moue boudeuse, son gant tout mouillé qu'étoilait une ou deux petites taches.

Et cependant le cocher s'évertuait, frappant à tour de bras sa rosse, à mettre la voiture en branle. Le cheval, sous un dernier coup de fouet, se décida et partit, donnant au fiacre une secousse brusque. La portière, mal assurée sans doute, se rouvrit, s'en alla battre contre un candélabre et se brisa.

Le cocher, furieux, se jette à bas de son siège, court après la dame, la rattrape et

se met à l'invectiver. Criez-vous qu'il a l'impudence de lui réclamer le prix de sa portière en morceaux ?

La dame, épouvantée, ahurie, filait du pas rapide de la Parisienne, sans répondre un mot, toujours suivie du butor qui l'accablait d'injures.

Il allait porter la main sur elle... Heureusement, la dame était jeune et jolie. Un monsieur qui passait prit fait et cause pour elle, menaçant l'automédon du sergent de ville, le poussa jusqu'à la voiture, et, saluant celle qui venait de protéger contre les brutalités de ce drôle, il s'éclipsa et disparut.

Elle le suivit un instant de l'œil, avec un petit air de dire : « Ce monsieur est vraiment bien poli, bien poli... C'est dommage... »

Coppée aurait fait de cette petite scène un de ces gentils poèmes où il excellait, quand il ne s'occupait pas de politique.

Francisque Sarcey.

LA JOURNÉE

Mardi 7 février

Sports : Assaut de la salle Leconte-Cherbonnet (4 h., rue Saint-Lazare, 81). — Tir aux pigeons du Cercle des Acacias (bois de Boulogne).

Conseil des ministres, à l'Élysée. Le Parlement : Au Sénat, interpellation Baudens sur le fonctionnement des Conseils de révision. — A la Chambre, discussion du budget des conventions et garanties d'intérêt (2 h.).

Lezards : Dernier délai accordé aux contribuables pour réclamer dans les mairies, à fin de décharge ou de réduction, contre les taxes sur chevaux, voitures, vélocipèdes, automobiles, billards, dues pour le 3^e trimestre de 1898.

Tirage au sort : Quatorzième arrondissement et Charenton.

Dans les églises : Commémoration de la Passion. — A la chapelle de la rue d'Ulm, 93, octave solennelle de réparation : 9 h. du matin, sermon par M. l'abbé Bureau ; 3 h., sermon par le R. P. Largent (exercice présidé par Mgr Le Roy).

Réunions : Déjeuner du Groupe diplomatique et colonial, sous la présidence de M. Étienne (au Grand Cercle républicain, rue de la Harpe). — Réunion de « la Ligue française pour le droit des femmes » (8 h. 1/2, soir, 28, rue Serpente). — Grande manifestation organisée aux Variétés, au bénéfice de Mme Noémie Vernon et de M. Soumis-Duchamp.

Le Monde et la Ville

SALONS

Très brillant le dîner d'hier au Petit-Luxembourg. Mme Loubet avait à sa droite le président de la Chambre des députés et, à sa gauche le président du Conseil des ministres ; le président du Sénat avait à sa droite Mme Lebrun, et à sa gauche Mme Maurice Faure. Les autres convives étaient :

M. et Mme Delcassé, M. et Mme Chauveau, M. et Mme Mesurier, M. et Mme Peytral, M. et Mme Guillaumin, M. et Mme de Verninac, M. et Mme Guillaumin, M. et Mme Delombre, M. et Mme Savary, M. et Mme Fovet, M. et Mme Monvoisin, M. et Mme Blois, M. et Mme Ruan, M. et Mme Ratier, M. et Mme Ordinaire, M. et Mme Ravaud, M. et Mme Loubet, M. et Mme G. Leygues, M. et Mme Cocher, M. et Mme Rives, M. et Mme de M. Cazot, M. et Mme Fovet, M. et Mme Monvoisin, M. et Mme Lhopiteau, M. et Mme Magnien, M. et Mme Coste, M. et Mme Binder, M. et Mme Bonnetoy-Sibour, M. et Mme Rousset, M. et Mme Maurice Faure, M. et Mme Krantz, M. et Mme Lockroy, M. et Mme Guyot, M. et Mme Dubief, Mme Taillier, M. et Mme Sorel.

Le dîner a été suivi d'une brillante réception. — Élegant dîner, avant-hier, chez M. et Mme Frémy née Baude. Au nombre des convives :

Baron, baronne et Mlle de Vaufray, baronne Pellenc, M. et Mme de Boissière, M. et Mme Sénart, baron et baronne Baude, baron et baronne A. Pellenc, M. et G. de Vaufray, M. J. de Boissière, etc.

Avant-hier, musique chez Mme veuve Alphonse de Neuville. Le Quatuor en ut mineur de Beethoven et le Quintette de César Franck ont été excellemment interprétés par MM. Rollet, Félien Chadeygue, Dresse, Luc et Marcel Chadeygue. Ce dernier a obtenu un très brillant succès dans la Ballade de Chopin et un Nocturne du jeune compositeur Albert Druggert.

M. Victorin Joncières, qui était au nombre des auditeurs, a particulièrement félicité le flûtiste Ph. Gabbert qui a joué avec une véritable virtuosité et un grand sentiment *Rêve du Père et Libellule*, de la maîtresse de maison.

Soirée musicale, samedi dernier, chez M. et Mme Vincent-Carol, pour l'audition d'œuvres de M. Gaston Paulin, interprétées remarquablement par la maîtresse de maison avec ses élèves et avec le concours de MM. Mauguère, Dumontier, Chassinat ; Mme Roger-Miclos, Mlle Bignardi et M. Carcanod, tous applaudis chaleureusement.

On a fini par *Bergère*, fantaisie de M. Maxime Formont, avec adaptation musicale de M. G. Paulin, jouée à ravir par Mlle Garrick et M. Depas.

Très belle matinée musicale, dimanche dernier, chez M. Paul Marcel. Au programme : les œuvres de M. Gaston Paulin, brillamment interprétées par Mlle Roger-Miclos, M. Carcanod, Mmes Trouette, Chérier, Roland, Magnan, Middleton, Burnier, de Willem, de Noaillet, Marx, Freeborn, Kimball, Grant, Paulsen, Fache, M. Louis-Ch. Battaille, Rebec, Chabert, etc. Au nombre des invités :

Comte et comtesse de Chabot, comte de La Courbière, M. et Mme Georges Vandervell, M. de Hirsch, M. et Mme Tour de Liscourt, M. de Solenière, Mlle de Griffenels, Mlle Dresse, M. et Mme Gandrey, Mlle de Basilewski, commandant et Mme Jacquet, commandant Jardin, Mme Fourton, Mme Tassart, Mme de Labady, M. et Mme Montorgueil, M. Henry Piazza, M. et Mme Quinzard ; les docteurs Burnier, Florand, Lubet-Barbon, Emile Légrand ; les peintres Guillemet, Georges Roussin, Ostille, Debut, etc.

RENSEIGNEMENTS MONDAINS

— Monseigneur le duc d'Orléans a reçu hier de nombreuses déclarations de félicitations de ses amis de France, à l'occasion de l'anniversaire de sa naissance.

Le Prince et Madame la duchesse d'Orléans quitteront prochainement Turin pour se rendre à San Remo, où ils s'arrêteront quelques jours.

Le service d'honneur auprès d'eux est fait en ce moment par M. de Tuite, ancien officier, et Mlle de Miribel.

— L'anniversaire de la naissance du duc d'Orléans a été fêté hier, par la Jeunesse royaliste du huitième arrondissement, dans la salle de l'avenue Hoche, où se pressaient plus de deux mille personnes, sous la présidence de M. André de Fouquières, qui avait à sa droite le comte de Bastard, et à sa gauche le marquis de Rosambo.

M. André de Fouquières a prononcé un patriotique discours terminé par ces mots :

« Amis de l'armée ! amis de la France ! le voyez en notre prince que l'ancien prisonnier de Clairvaux ! »

A sa majorité, ne forçait-il pas les frontières pour venir réclamer l'insigne honneur de servir cette terre de France sa patrie, que ses ancêtres ont faite grande et glorieuse ? Saluons le prisonnier de Clairvaux, qui ne cesse de crier : « Vive l'armée ! »

Après de vibrants discours du marquis de Rosambo au comte de Bastard, on a voté par acclamations l'ordre du jour suivant :

« Les royalistes réunis à Paris, à la salle Hoche, le jour anniversaire de la naissance de Monseigneur le duc d'Orléans, après avoir entendu les discours de MM. de Fouquières, de Rosambo et de Bastard, président de la « Jeunesse royaliste de France », proclament hautement leur indignation en face des horreurs contenues dans le programme anarchiste.

Fidèles à Dieu, fidèles au Roi, pleins de confiance dans l'armée de France, attestent avec la plus invincible énergie que le salut du pays est dans la monarchie constitutionnelle traditionnelle et héréditaire. Ils adressent à Monseigneur ainsi qu'à Madame, avec leurs patriotiques espérances, la plus respectueuse expression de leur ardent attachement à l'assurance de leur zèle ardent à engager la lutte suprême pour le triomphe de la cause du Roi et le relèvement de la patrie.

La soirée s'est terminée par un concert avec le concours de Mlle Jeanne Villème, Jane Breuil ; MM. Georges Obie, Dupuis, Gustave Wagner et Théodore Botrel, tous applaudis d'enthousiasme.

Grand succès pour *Sylviane*, opéra-comique inédit en un acte, de M. C. Legrand, musique de M. Henry Cloutat, interprété à merveille par M. Dupuis et Mlle Villème.

— M. Herbert Gyle, capitaine de vaisseau en retraite, gérant depuis deux ans du bureau de la South Eastern C^o, à Paris, va partir prochainement pour Brest où il a été nommé consul d'Angleterre.

Un déjeuner d'adieu lui a été offert, avant-hier, par ses amis, à l'hôtel de l'athénée, Paris, les convives :

M. Austin Lee, le docteur l'honorable Alan Herbert, Henry Blount, M. Inglis, consul à Paris ; M. Eddy, chef des bureaux de la direction de la Compagnie d'Ouest ; le colonel Mapleson, M. Delano, M. Redfern, le capitaine Churchill, etc.

— Arrivés à Paris et descendus à l'hôtel Saint-Petersbourg :

M. Hitchcock, ambassadeur des États-Unis à Saint-Petersbourg, avec sa famille ; M. d'Éfmont, directeur de l'Agence russe à Paris.

— Descendus à l'hôtel Maurice :

Le baron Wolf, maître de la Cour impériale de Russie et la baronne de Wolf, venant de Saint-Petersbourg ; — sir Robert Peel, venant de Cannes.

DEUIL

— Les personnes qui n'auraient pas reçu de lettres d'invitation au service solennel qui sera célébré mercredi prochain, à la messe de 9 heures, à la Madeleine, pour le repos de l'âme de S. A. R. M. le prince de Marie-Louise de Bulgarie, peuvent faire retirer des cartes à la légation de Bulgarie, 94, avenue Kléber.

— Le commandant Moreau, officier d'ordonnance du Président de la République, a quitté Paris pour représenter M. Félix Faure aux obsèques de la princesse de Bulgarie, à Sofia.

— Nous apprenons la mort : Du marquis de Grasset, décédé en son château de Saint-Pierre, près Béziers. Le défunt était le fils du député de l'Hérault sous le roi Louis-Philippe, il s'était occupé de recherches scientifiques pour la réconstitution des visages par les plants américains.

— De la comtesse de Grasset, née Forbin La Barben, belle-fille du précédent, décédée deux jours après lui, à Aix-en-Provence ; — Du peintre Albert Bance, beau-frère de l'amiral Rieunier, décédé à l'âge de 51 ans ; — De M. Sautemont, directeur du journal conservateur le *Cantonal*, décédé à Bapaume ; — De M. Raux, administrateur de la Caisse d'épargne de Saint-Pol (Pas-de-Calais), décédé subitement en cette ville, à l'âge de 64 ans ; — De M. Ernest Bouquet, décédé subitement à Armentières, à l'âge de 57 ans ; — De la marquise de Fuente Fiel, décédée à Madrid.

— Le prince héritier de Saxe-Cobourg et Gotha est mort hier, à Méran, d'une affection cérébrale chronique. Le prince Alfred, âgé de vingt-cinq ans, était le fils du duc de Saxe-Cobourg et Gotha et de la grande-duchesse Marie, tante de l'empereur de Russie. Le défunt, frère de la princesse royale de Roumanie, de la grande-duchesse de Hesse et du Rhin, de la princesse de Hohenlohe-Langenburg et de la princesse Béatrice, était le petit-fils de la reine d'Angleterre.

Le duc de Saxe-Cobourg et Gotha n'ayant pas d'autre fils, il aura pour héritier son frère, le duc de Connaught, et le fils de ce dernier, le prince Arthur.

Ferrari.

A l'Étranger

NOUVELLES

ALLEMAGNE

MORT DU GÉNÉRAL DE CAPRIVI SA CARRIÈRE POLITIQUE

Berlin, 6 février. — Le général de Caprivi est mort ce matin. Les deux grands succès du successeur de M. de Bismarck furent le vote du septennat et le traité de commerce avec la Russie. La cause de sa chute fut analogue à celle qui précéda celle de Bismarck, le chancelier d'Allemagne M. de Bismarck se retira quand Guillaume II voulut créer à côté des fonctions de chancelier de l'empire celles de ministre-président de Prusse. M. de Caprivi tomba à cause de son antagonisme avec le comte Eulenburg, le nouveau ministre-président.

Ce fut la *Gazette de Cologne* qui provoqua l'insubordination de sa démission en correspondant à l'empereur, le 1^{er} mai personnel de Caprivi. L'empereur crut, à tort ou à raison, que son chancelier inspirait les attaques violentes contre le comte Eulenburg parues dans la *Gazette*. Il en fut indigné, et le général de Caprivi tomba en disgrâce.

Quelques années plus tard, c'était le ministre de la guerre Bronsart de Schellendorff, puis le ministre des affaires étrangères baron de Marschall qui subissaient le même sort pour des raisons analogues.

C'est la presse, en Allemagne, et non le Reichstag, qui renverse les ministres par son trop de zèle à les servir.

Le général de Caprivi supporta sa disgrâce avec dignité. Ses plus violents adversaires lui rendent hommage au jour de sa mort. Les journaux libéraux, tels que le *Bayern Courrier*, le *Berliner Tageblatt*, le couvrent d'éloges, en ajoutant que lui, au moins, n'a pas laissé de mémoires ni trahi les secrets d'État, tels que le traité de réassurance de l'Allemagne avec la Russie. — Ch. BONNEFON.

L'OPINION DE LA PRESSE

Le *Tageblatt* rend hommage au caractère du chancelier Caprivi, qui supporta en silence les calomnies qui hâtèrent sa chute. Il n'est pas probable qu'il ait laissé des Mémoires, et il a emporté dans la tombe le secret des intrigues qui motivèrent sa retraite.

La *Gazette de Voss* rappelle la tâche ingrate du comte de Caprivi succédant au prince de Bismarck. Il l'accomplit avec un zèle chevaleresque et accepta la responsabilité d'actes qu'il désapprouvait.

Le *Lokal-Anzeiger* dit : « Les historiens reconnaîtront que M. de Caprivi remplit plus que son devoir. Il fit preuve d'une noble abnégation. »

ANGLETERRE

SIR CAMPBELL BANNERMAN ÉLU LEADER DES LIBÉRAUX

Londres, 6 février. — Les membres libéraux du Parlement, réunis au Reform Club, ont, cet après-midi, élu M. Campbell Bannerman comme leur leader aux Communes. Cette élection unanime est de bon augure pour le parti libéral, d'autant plus qu'on prête à sir Campbell Bannerman l'intention de ne pas se contenter d'être un président, mais d'être un chef de parti. « Faisons voir au gouvernement, aurait-il dit, qu'il existe un parti libéral uni, prêt à combattre. » Nous verrons.

Les discours du Trône, demain, à l'ouverture du Parlement, ont été suivis par la constatation que les relations de l'Angleterre avec les puissances étrangères sont satisfaisantes. Il continuera l'expression d'une vive sympathie.

envers l'Autriche et l'horreur causée par l'assassinat de l'impératrice, puis des allusions à la conférence du désarmement et à la conférence anarchiste.

L'affaire de Fachoda et le Soudan seront l'objet de mentions spéciales. Pour les questions intérieures, les discours annonceront, entre autres projets de loi à discuter, un bill sur les municipalités londonniennes et un autre sur l'instruction publique.

Le 8 mars aura lieu un meeting socialiste international, où sera proclamée la politique socialiste internationale. MM. Jaurès et Liebknecht ont promis d'y assister. — P. VILLARS.

ITALIE

UNE NOUVELLE LOI SUR LA PRESSE

Rome, 6 février. — Parmi les différents projets de loi d'ordre public que le ministère Pelloux vient de présenter à la Chambre, il en est un qui modifie la loi sur la presse. D'après ce nouveau projet, tout journal publiant sciemment une fausse nouvelle encourrait une peine. Il y aurait des restrictions pour la publication des comptes rendus judiciaires.

Après deux condamnations, le gérant du journal serait obligé de déposer une caution. Les différentes associations de la presse de la Péninsule ont déjà commencé une campagne de protestation contre ces principales dispositions. On peut se demander quel résultat elle pourra avoir, quand hier, dans une réunion préparatoire à Rome, en vue du prochain congrès international de la presse, qui doit se tenir également à Rome, les délégués de ces associations ont nommé président honoraire le marquis Visconti-Venosta.

Il faut se rappeler que l'ancien membre du cabinet di Rudinini fut, à la chute de celui-ci, formé un ministère, précisément parce que dans son programme il voulait mettre un frein à la liberté de la presse. — Félix.

ÉTATS-UNIS

LE TRAITÉ DE PAIX RATIFIÉ

Washington, 6 février. — Le Sénat a ratifié le traité de paix à trente voix de majorité. Le traité a été ratifié par 57 voix contre 27.

LA GRANDE FÊTE

Paris prépare la grande fête internationale d'été, rien que pour obvier à l'insuffisance de ses moyens de transport, il remue son sol jusque dans ses profondeurs afin de laisser passer le Métropolitain et les trains de la Compagnie d'Orléans. Par la même occasion il détourne des égouts, en creuse de nouveaux ; et des terrains qui depuis des siècles n'avaient pas vu le jour apparaissent aujourd'hui à nos regards, laissant échapper tous les miasmes, tous les germes morbides qui dormaient dans leur sein d'une vie latente. Qu'arrive-t-il alors ?

Que Paris est malade, que les miasmes de maladies oubliées produisent des maux qui étonnent par leur nouveauté ; ce sont des courbatures avec fièvre, des douleurs aiguës mais persistantes qui courent le long des nerfs, des troubles intestinaux et digestifs étranges, des insomnies dérangeantes. Les médecins étonnés ne savent quel nom donner à ces troubles insolites, ni quels remèdes leur opposer.

Qu'importe cependant la nature de ce nouveau ou plutôt de ce très ancien microbe ; l'essentiel, c'est de lutter contre lui, et pour cela d'augmenter la résistance organique. Or, nous avons appris qu'aucune des personnes qui avaient pris l'habitude d'absorber comme premier repas, avant leur sortie matinale, soit encore un verre de vin de Sèze, soit encore mieux une tasse de thé contenant un verre de bordeaux de ce tonique, n'avaient éprouvé de maux ; elles seules étaient restées indemnes, fortifiées contre le mal par ce puissant cordial. Nous livrons la recette aux Parisiens ; elle ne sera pas inutile, car le cas du dix-septième arrondissement se produira certainement dans d'autres parties de la ville.

Dr Sandreau.

VIENT DE PARAÎTRE

Chez Ollendorff :

Le rare, exquis et spirituel volume de J. Marni, *Celles qu'on ignore*, œuvre irrésistiblement touchante avec une originalité de vision, une netteté d'analyse absolument remarquables. J. Marni est l'auteur à la mode, mais c'est aussi l'écrivain qui nous aura laissé ces émouvantes : *Celles qu'on ignore*, d'inappréciables documents sur la Femme d'aujourd'hui, la Femme avec tout son cœur, tous ses sens et tout son cerveau.

— Notre Service de Librairie se charge d'envoyer cet ouvrage contre remboursement.

Les États-Unis et les Philippines

Dono, les Philippines ont attaqué les Américains à Manille. Aux États-Unis, la chose n'a surpris personne, car Agoncillo, le représentant d'Agoncillo en Amérique, avait donné à entendre que cette attaque devait se produire.

Le gouvernement américain avait même saisi des dépêches envoyées par Agoncillo au président de la République des Philippines. Et ces dépêches établissaient que l'attaque en question avait pour but d'impressionner le Sénat américain au moment de la ratification du traité, et de l'effrayer par la perspective d'une longue lutte contre un peuple que la guerre aurait dû affaiblir. Agoncillo et les Philippines espéraient ainsi donner du cœur à la minorité antiannexionniste du Sénat et la fortifier suffisamment pour empêcher le vote du traité.

L'attaque a commencé samedi soir. Localisée tout d'abord, elle ne tarda pas à devenir générale. Les bâtiments de l'escadre américaine ont soutenu le feu des troupes de terre.

Les pertes totales des Américains s'élevaient à 28 morts et 200 blessés. Quant aux insurgés, on ignore le nombre d'hommes qu'ils ont eu hors de combat. Ils ont eu, en tout cas, cent blessés qui ont été apportés dans les hôpitaux américains et de plus, on leur a fait quelques centaines de prisonniers.

Le premier télégramme de l'amiral Dewey était ainsi conçu : « Les troupes de terre et de mer sont généralement victorieuses. Les insurgés ont été repoussés et nous avons avancé notre ligne de combat. »

Aux dernières nouvelles le général Osti restait maître de la situation à Manille, où le calme régnait.

Si l'on en croit un télégramme de Madrid, les choses n'auraient pas tourné aussi complètement à la satisfaction des Américains. Mais il est évident qu'en Espagne on a, pour juger cette question, une optique particulière.

Les forces américaines dans l'archipel

s'élèvent à 17,500 hommes. Leur chef a télégraphié à Washington que leur situation était favorable à tous les points de vue.

Marc Landry.

NOTES D'UN PARISIEN

Il vient de se fonder une nouvelle revue rédigée par des sourds-muets. Appuyés, nous avions eu un journal rédigé par des aveugles. Il faut envier cesfortunés confrères. Ils ont sur nous tous une incontestable supériorité, et ils entrent dans la bagarre avec des avantages inappréciables. Songez donc à la joie qu'on doit éprouver à ne rien voir et à ne rien entendre de ce qui se passe, et quelle admirable sérénité cela donne pour la polémique !

vingt francs, plus la petite maison et le petit jardin, ne constituaient qu'un supplément de salaire, pour un supplément de travail dont sont chargés les pousseurs de la voie qui, sans rouler sur l'or, gagnent 70 francs par mois; — en vain il a supplié la Chambre de ne pas rendre trop onéreuse l'exploitation des chemins de fer de l'Etat, parce que ce serait donner prise à la critique, de toutes les banquetteries on lui a crié que l'Etat devait être un patron modèle, et ce mot a tout emporté. Les gardes-barrières auront dix francs par mois au lieu de cent sous.

Pas-Perdus.

Autour des Chambres

La Commission de revision

Il y a quelques jours à peine, M. Lebreton disait à un de ses collègues : « J'ai l'unanimité de la Commission. » Cela surprenait, cependant il voyait juste : il a bien l'unanimité, seulement il l'a contre lui.

La Commission, par 9 voix contre 2, celles de MM. Cruppi et Berthet, vient de repousser le projet de gouvernement. Encore ces deux voix scabreuses font-elles entendre quelques objections, formulent-elles un certain nombre de réserves qui doivent inspirer quelques inquiétudes au gouvernement.

La Commission a tenu hier deux séances : l'une le matin et l'autre dans l'après-midi. Elle a d'abord examiné le supplément d'enquête; elle a ensuite statué, et la note suivante nous fait connaître ses résolutions :

La Commission de revision, après une dernière conférence avec le gouvernement, a décidé la publication intégrale de toutes les pièces de l'enquête qui lui ont été communiquées et s'est prononcée pour le rejet de la proposition Rose et du projet du gouvernement.

M. Renault-Morlière a été nommé rapporteur. Il déposera son rapport à la séance de mercredi et demandera à la Chambre d'en fixer la discussion à vendredi.

M. Rose, dont le projet a été repoussé à l'unanimité, a saisi une plume et, avec la collaboration bienveillante de M. Castelin, a immédiatement écrit une lettre dont il s'explique peut-être l'utilité, bien qu'elle nous échappe : « Si, dit-il, en substance au président de la Commission, le rapport n'est pas déposé mercredi, je soulevais un incident pour mettre fin à un retard si préjudiciable aux intérêts du pays. » Mais tout le monde sait que le rapport sera déposé; M. Rose lui-même en est vraisemblablement convaincu et M. Castelin n'a aucun motif de ne pas le croire. Si bien que cette mise en demeure, avec ses airs de rodomontade, produit un peu l'effet d'une moutarde qu'on apporte au dessert.

On s'expliquerait mal, enfin, et même pas du tout, cette rage d'écrire, si l'on ne savait que MM. Castelin et Rose étaient résolus à mettre les commissaires sur la sellette, dans le cas où ils ajourneraient leurs conclusions au lendemain. Ils n'ont rien ajourné du tout; on a manifesté quand même.

Les membres de la Commission montrent toujours la même réserve. On sait, cependant, que le dossier renferme une soixantaine de pièces, mais qu'aucune d'elles ne fournit une preuve, ni même un commencement de preuve, selon le mot de M. Lebreton, qui a couru : « Les accusations sont graves, mais elles ne sont pas justifiées. »

Il y a de tout dans ce dossier; même une lettre adressée par M. Quénay de Beaurepaire à « son cher Bard », au moment où divers journaux égrenaient les griefs que l'ancien président a groupés dans son réquisitoire. Il se défend d'y être pour quelque chose, et laisse même entendre qu'il ignorait absolument cette campagne : « Mon cher Bard, vous savez que je ne lis jamais les journaux... »

M. Bard le savait peut-être; mais qui s'en serait douté ?

On raconte également que divers commissaires auraient posé cette question aux ministres : « Poursuivrez-vous M. Quénay de Beaurepaire, pour le mettre en demeure de prouver ce qu'il avance ? » Et que M. Lebreton aurait répondu : « Pour qui nous prenez-vous ? »

On raconte beaucoup de choses, et ce demi-jour sur l'enquête, sur ces accusations, plutôt vagues, qui ont déterminé le gouvernement à saisir la Chambre d'une loi de circonstance, semble avoir provoqué une vive émotion dans ces couloirs et ces salles intermédiaires où les députés discutent, et parfois se disputent, plus librement.

Ce n'est pas la seule fois que des groupes d'hommes que tout divise se mêlaient assez vite d'accord pour juger, sans indulgence, la loi de dessaisissement.

Parmi ceux qui, la veille encore, paraissaient résolus ou résignés à subir cette loi, beaucoup prenaient une attitude très différente et tenaient un autre langage. Ceux-là mêmes qui persistaient dans leur résolution première, n'affichaient pas tous un grand enthousiasme. Ils voteront, disent-ils, mais la mort dans l'âme.

Les uns se refusent à ratifier une loi d'exception. Les autres se montrent fort animés contre un garde des sceaux qui lâche ses magistrats avec une si stupéfiante désinvolture. Plusieurs, enfin, déclarent que l'avis de M. Mazeau, fondé sur l'enquête, est absolument inexplicable, puisqu'il ne repose sur rien.

Dans l'autre camp, on accepte la loi comme un minimum, en se réservant d'obtenir plus et mieux, comme, par exemple, de faire exclure plus tard la Chambre criminelle, de suspendre une fois encore l'inamovibilité pour peupler la Cour de cassation de magistrats qui, choisis et nommés par des hommes politiques, distribueraient une justice politique, avec une impartialité politique.

Un tiers parti — encore à l'état d'embryon — inclinerait à un ajournement. Il faut, estime-t-il, déférer au Conseil supérieur de la magistrature les conseillers incriminés. Reconnaître coupables, ils subiront le châtiment de leurs fautes, et on votera la loi. Dans le cas contraire, la correction de leur attitude, leur innocence étant reconnues, proclamées, M. Quénay de Beaurepaire serait poursuivi et le projet de loi n'aurait plus aucune raison d'être.

En somme, si l'on eût voté hier et dans les couloirs, le ministère et sa loi n'auraient obtenu qu'une minorité à la fois forte et panachée. Mais, vendredi, et en séance publique, les opinions demeurent

les mêmes, les bulletins pourraient bien changer de couleur.

Toutefois, la bataille sera rude; MM. Bourgeois, Poincaré, Millerand donneront, et le vote, devenu incertain, dépendra d'une impression de séance.

Quant au lendemain, il sera plutôt difficile. Le lit de roses sur lequel sommeillent si doucement les ministres se hérissera d'épines.

Les adversaires du projet ne pardonneront pas au gouvernement sa victoire, et parmi ceux qui l'auront aidé à vaincre, il s'en rencontrera certainement plus d'un qui lui en voudra d'avoir été contraint à sacrifier les principes les plus certains à un expédient qu'il considère comme douteux.

Paul Bosq.

NOUILLETES AUX ŒUFS

RIVOIRE ET CARRET

Nouvelles Diverses

LES MÉMOIRES DE PEUGNEZ

Peugnez, le condamné à mort exécuté la semaine dernière, a, comme Abadie, et comme beaucoup d'autres criminels de son espèce, laissé des *Mémoires*. Avant de marcher à la guillotine, il a même bien recommandé au pasteur qui l'assistait, M. Arboix, de ne pas les oublier.

A ces *Mémoires* étaient joints deux testaments, placés sous enveloppe bulle et adressés : à Monsieur le directeur de la Grande-Roquette. Dans le premier, il invite le pasteur à s'opposer à ce que son corps soit déposé à l'Académie de médecine pour être disséqué. Le deuxième est ainsi conçu :

Je déclare Peugnez (Alfred-Albert) né dans la commune de Dury, canton de Crépy, arrondissement de Senlis, département de l'Oise, en 1871. Je soussigné et déclare moi-même Peugnez (Alfred-Albert) que la veuve et le père de mon défunt ont été dévoués à la cause de la justice, et que j'ai exécuté mes derniers vœux et de remettre à M. Jules Arboix, pasteur, mes papiers désignés ci-dessous :

1° Mes mémoires de ma jeunesse.

2° Mes mémoires de mesloins de religion.

3° Mes livres qui m'appartiennent : ma bible.

4° Tout ce qui m'appartient tel que lettres, cahier de cuisine et livre, etc.

Je déclare et j'autorise M. Jules Arboix, pasteur, à rédiger mes mémoires si l'on y a lieu et de faire un livre qui devra paraître dans tout les journaux de la presse, ainsi que la jeunesse puisse connaître les circonstances qui, une à une, l'ont amené en Prison.

Fait, dans ma cellule, à la dite maison de la Roquette.

Le 4 janvier 1899.

A. PEUGNEZ.

Quelques intéressants que puissent être les manuscrits laissés par l'assassin de Saint-Maurice, nous doutons fort que le Conseil supérieur de l'instruction publique en prescrive, comme il l'espère, la lecture à la jeunesse. Elle a, au contraire, comme enseignement, l'histoire de sa fornication et du dernier moment de ce conseil, dont il n'a même pas eu le mérite d'être l'auteur : « N'avez-vous jamais ! »

TRIPLE SUICIDE

La famille Weber, composée du père, âgé de soixante-seize ans, de la mère, soixante ans, et de la fille, trente ans, tenant, 17, quai aux Fleurs, une petite boutique d'épicerie, de fruitier et de mercerie. Le logement de cette famille se trouvait au premier étage, au-dessus même du magasin.

Hier matin, une cliente qui venait chercher du lait, vers huit heures, étonnée que la boutique ne fût pas encore ouverte, s'enquit auprès de la concierge. Celle-ci, non moins surprise, après avoir vainement frappé à la porte du logement de Weber sans obtenir de réponse, conçut aussitôt des inquiétudes dont elle alla faire part à M. Fédée, commissaire de police.

Ce magistrat fit ouvrir la boutique par un serrurier. Il n'y avait personne à l'intérieur. On monta alors au premier, et quand on put pénétrer dans le logement, on se trouva en présence d'un double spectacle.

M. et Mme Weber étaient étendus sur leur lit, étroitement enlacés. Sur un lit voisin de celui de ses parents gisait Mlle Weber. Tous trois étaient morts. Au milieu de la chambre un réchaud de grande dimension, ne contenant plus que quelques résidus de charbon de bois. Les malheureux s'étaient asphyxiés.

D'après la première enquête à laquelle s'est livré M. Fédée, ce triple suicide serait dû à la misère.

LE CRIME DE PANTIN

M. Lemercier, juge d'instruction, assisté du docteur Thoinot, médecin légiste, s'est rendu hier à Pantin, pour procéder à une enquête judiciaire sur place et concernant l'assassinat de San-Pedro Soss.

M. Thoinot remettra demain son rapport au magistrat.

Aucune arrestation n'a encore été opérée.

Des employés de la Compagnie des chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée ont trouvé, hier matin, à peu de distance de la station de Maisons-Alfort, étendu au milieu de la voie, et horriblement mutilé, le cadavre d'un individu paraissant âgé d'une quarantaine d'années.

Le commissaire de police spécial de la gare, après avoir procédé, sur place, aux premières constatations, a fait transporter le cadavre à la Morgue. L'identité du défunt n'a pu encore être établie.

On ignore si on se trouve en présence d'un suicide ou d'un accident.

Il y a environ trois mois, un jeune homme, nommé Gangler, se présentait chez M. Olivier, épiciériste, 54, rue François-Ier, et le suppliait de lui donner une occupation quelconque. Il ne demandait, comme rétribution, que la nourriture et le logement. Emu de pitié, M. Olivier le prit comme commis, et l'autorisa à coucher dans l'arrière-boutique en compagnie des deux autres employés de la maison.

Mais Gangler n'était entré chez M. Olivier que pour avoir un pied dans la maison et pourvu, tout à son aise, d'assister son patron.

L'avant-dernière nuit, Gangler, ayant résolu de mettre son projet à exécution, passa autour du cou de ses camarades endormis une corde longue et solide terminée par un nœud coulant et, gardant dans sa main gauche les deux extrémités, il se dirigea vers le tiroir-caisse, qu'il avait contenu une somme assez importante. A l'aide d'une hachette, il fit sauter la serrure et s'empara de six cents francs. Il prit ensuite des marchandises, ses effets personnels, ficela le tout dans une couverture et prit la fuite, non sans avoir, au préalable, attaché au pied d'un comptoir les corps qui ensermaient le cou des dormeurs.

L'un d'eux s'étant réveillé au bruit que fit la porte en se refermant, voulut se dresser sur son lit. Mais la corde se tendit et il tomba à demi étranglé. Il put néanmoins réveiller son camarade et tous deux se débarrassèrent bientôt de la corde.

Hier matin, M. Olivier et ses deux commis sont allés raconter cette étrange aventure à M. Prêlat, commissaire de police.

Des recherches sont faites par la police pour retrouver cet ému d'Eryad, l'assassin de l'huissier Gouffé.

Jean de Paris.

Mémoire. — Le corps d'une jeune femme d'une trentaine d'années a été retiré, hier matin, de la Seine, par des marins, en amont du viaduc d'Autouil. L'identité n'ayant pu être établie, le cadavre a été envoyé à la Morgue.

J. de P.

Gazette des Tribunaux

COUR D'ASSISES : Affaire Schneider. Le crime du faubourg Saint-Denis. Condamnation à la mort. — NOUVELLES JUDICIAIRES.

La Cour d'assises de la Seine, présidée par M. le conseiller Bonnet, a jugé hier ce misérable petit Schneider qui, dans la matinée du mardi de la Pentecôte de l'année dernière, assassina pour la voler sa patronne, Mme Leprince, marchande de fleurs au n° 119 de la rue du Faubourg-Saint-Denis.

Fils de braves ouvriers du quartier Saint-Antoine, dont il n'a reçu que de bons exemples, se précipita grelin d'avant, pas treize ans quand il a mal tourné. Envoyé en correction pour vol, détenu pendant cinq ans dans un pénitencier d'Algérie, il revint à Paris il y a deux ou trois ans, plus vicieux qu'il n'en était parti, commettit de nouveaux méfaits, subit de nouvelles condamnations, vécut tant bien que mal en s'engageant comme figurant dans les petits théâtres et, au commencement de l'été passé, il se faisait, sous un faux nom et à l'aide de faux papiers, accepter comme garçon de courses chez M. Leprince.

Tous les mardis, M. Leprince a l'habitude d'aller porter sa marchandise à Meaux. Ce jour-là, sa femme resta seule au magasin. Fidèle à sa coutume, le fleuriste partit de bonne heure le mardi de la Pentecôte pour son voyage hebdomadaire. Schneider l'accompagna à la gare de l'Est, l'aida à faire enregistrer ses bagages et retourna au magasin.

Vers quatre heures de l'après-midi, M. Leprince était de retour à Paris. Son commis devait l'attendre à la gare pour se charger de ses bagages; très étonné, un peu inquiet déjà de ne pas l'apercevoir, il se hâta vers sa maison : la porte de la boutique était fermée.

Le fleuriste dut aller quérir un serrurier, la porte fut enfoncée, et un spectacle affreux s'offrit aux yeux du pauvre M. Leprince. Sa femme gisait étranglée devant sa table à ouvrage. Un bouquet de roses, qu'elle était en train de monter, lui avait échappé des mains au moment où l'assassin l'avait assailli par derrière. Une forte courroie, du genre de celles qui servent à serrer les boîtes de fleurs artificielles, lui avait été passée autour du cou en nœud coulant. L'autre extrémité de la courroie avait été attachée solidement à la clef d'un placard, comme si le criminel avait voulu faire croire à un suicide.

Dans l'arrière-boutique, l'armoire à glace avait été forcée, le tiroir ouvert à l'aide d'un ciseau, qui s'était brisé sous l'effort des pesées; 300 francs d'argent et plusieurs milliers de francs de titres avaient disparu.

Le garçon de courses avait pris la fuite, nul doute qu'il ne fût l'auteur de cet épouvantable crime.

Ce jeune homme, M. Leprince ne le connaissait que sous le nom de Protot.

C'était, en effet, avec le livret, le casier judiciaire immaculé, et les papiers volés d'un jeune homme de ses amis, nommé Protot, cocher dans les environs de Paris, que Schneider s'était présenté chez M. Leprince.

Dès le lendemain, averti par les comptes rendus des journaux, Protot télégraphia à la préfecture de police et faisait connaître que l'individu qui lui avait volé ses papiers — l'assassin de Mme Leprince, par conséquent — était son ancien ami Schneider, dont il donnait le signalement.

Pendant ce temps, Schneider était passé en Alsace. Après s'être fait habiller de neuf, il avait pris l'express pour Strasbourg, où il avait acheté une malle et un revolver, et de là il était parti pour Mulhouse, où il fut reconnu, grâce au signalement publié par les journaux, pendant qu'il assistait à une représentation de *Mme Sans-Gêne*.

Les agents de police attendirent la fin de la pièce pour le cueillir à la sortie; mais Schneider était sur ses gardes. Il tira son revolver, fit feu cinq fois sur les agents, blessa l'un d'eux au côté gauche, et se voyant perdu, se logea la sixième balle dans le crâne, d'où elle n'a pu être extraite.

Après les formalités d'extradition, il fut livré à la justice française.

Tel est le crime; il n'en est pas de plus effroyablement banal. C'est le classique assassinat suivi de vol commis par un de ces jeunes malfaiteurs dont la précocité nous épouvante; hier, des jeunes gens; aujourd'hui, des adolescents; demain, peut-être, des enfants.

Quant à la préméditation, au sang-froid, à la décision froide et impitoyable de l'assassin, jugez-en.

Schneider avait résolu de tuer sa patronne un mardi, parce que ce jour-là M. Leprince va toujours à Meaux. Il avait fixé le crime à un mardi du commencement du mois, parce qu'à ce moment il y a toujours de l'argent en caisse. M. Leprince faisant ses recouvrements le 31 ou le 1^{er} de chaque mois.

Dès la veille de l'assassinat, il avait retiré des mains de son logeur un livret de Caisse d'épargne et un Bon de l'Exposition qu'il lui avait confiés.

Le matin, il avait annoncé à un jeune ouvrier, son compagnon de chambre, qu'il ne rentrerait pas le soir, qu'il allait partir pour rendre visite à un de ses amis dans la banlieue de Paris.

Son patron parti, il fait une tournée chez plusieurs fabricants de fleurs qui doivent venir livrer leurs marchandises dans la matinée, et les prévient que M. Leprince ne prendra livraison de ces commandes que dans l'après-midi, vers une heure et demie.

Ainsi libre de sa matinée et bien sûr de n'être pas dérangé, il rentre au magasin, prépare son nœud coulant, se jette sur sa patronne, assise auprès de sa table couverte de roses, la renverse, l'étrangle, vole et s'enfuit.

A l'audience, Schneider, sorti de Pierrot folat, à la tête blafarde, à la voix trépidante, aux gestes prétentieux, à l'attitude de mauvais cabotin, se défend pitoyablement en coussant ensemble, à l'aide de liaisons hasardeuses, des phrases de mélodrame et de roman-feuilleton. L'ancien figurant en a visiblement la tête farcie.

Je vous assure, dit-il, que je n'ai pas prémédité « le malheur » qui m'est arrivé.

Je ne sais pas ce qui m'a passé par la tête. Ça m'est venu comme ça, en jouant avec ma courroie, pendant que ma patronne me faisait des reproches de rentrer en retard.

J'ai lancé la courroie en l'air et elle s'est malheureusement enroulée autour du cou de Mme Leprince (sic). Alors, quand j'ai vu qu'elle était tombée et qu'elle était morte, j'ai perdu la tête.

tête. J'ai ouvert le secrétaire, j'ai pris l'argent et je me suis enfui comme un fou.

Après m'être fait habiller de pied en cap au Grand Magasin de la rue Réaumur, j'ai couru jusqu'à la gare de l'Est, où j'ai pris l'express de Strasbourg.

Vous savez comment j'ai été pris. Mon seul regret est de m'être manqué à l'égard de ma famille.

Les témoins sont entendus.

M. Leprince raconte dans quelles circonstances tragiques il a découvert le cadavre de sa femme. Pour Schneider, il était temps d'agir, car M. Leprince l'avait congédié, la « saison » des fleurs artificielles étant finie.

Quelques jours avant le crime, le misérable avait essayé déjà de surprendre seule une des fournisseurs de la maison, Mme Louet, dont il avait essayé d'éloigner le mari, en lui faisant croire mensongèrement que M. Leprince le demandait au plus vite. Ce coup manqua, et il est bien malheureux que cette tentative bizarre n'ait pas induit le pauvre M. Leprince en méfiance.

Les autres témoins n'apportent aucun élément nouveau au débat.

M. le docteur Garnier, médecin aliéniste, constate, malgré certains antécédents de famille, la parfaite responsabilité mentale de l'accusé.

Après le réquisitoire de M. l'avocat général Lombard et la plaidoirie de M. Henri Robert, Schneider a été condamné à la peine de mort.

Il a entendu le terrible verdict sans manifester la moindre émotion.

La Cour de cassation s'est réunie hier, en Conseil supérieur de la magistrature, pour examiner la poursuite disciplinaire exercée contre M. Grosjean, juge au Tribunal civil de Versailles.

M. Grosjean est cité, comme le *Figaro* l'a annoncé, pour avoir, à l'occasion de la démission de M. Quénay de Beaurepaire, publié dans la presse des histoires sur l'affaire Dreyfus sans autorisation de ses chefs.

La Cour de cassation s'est bornée hier à la nomination d'un rapporteur, qui est M. le conseiller Faure-Biguet.

Notre correspondant de Nice nous signale un procès qui vient d'être intenté par un bijoutier parisien nommé Hartog, à la princesse de Saxe-Cobourg-Gotha, fille du roi Léopold; à M. Keglevitch, aujourd'hui du palais du prince Philippe de Saxe-Cobourg-Gotha, et enfin à M. Arthur von Osegoitch, secrétaire de la princesse — procès qui a été jugé hier par le Tribunal correctionnel de Nice.

M. Hartog, dont les intérêts étaient soutenus par M. Henri Bertin, du barreau de Paris, prétendait que, pendant l'hiver 1897-98, la princesse de Saxe-Cobourg-Gotha, M. Keglevitch et M. von Osegoitch lui avaient « escroqué » au Grand-Hôtel de Monte-Carlo et à la villa Paradiso, à Nice, 300,000 francs de diamants, destinés, aurait-il dit, à la princesse, à la corbeille de mariage de la princesse Dorothea, sa fille, et qui furent engagés ensuite, les uns à Londres, les autres à la *Verkehrsbank*, de Vienne.

M. Hartog assignait en même temps M. Karl von Feistmantel, avocat à Vienne, comme curateur de la princesse Louise de Saxe-Cobourg-Gotha, laquelle, comme on le sait, reçoit en ce moment des soins dans une maison de santé.

La princesse et M. Keglevitch ont fait défaut. Seul, M. von Osegoitch est venu de Vienne et s'est présenté à l'audience. Il était assisté de M. Lavallée, un des premiers avocats du barreau nicois.

Le Tribunal de Nice a déclaré que les faits ne présentaient pas les caractères légaux du délit d'escroquerie et a débouté M. Hartog de sa demande.

M. von Osegoitch a même obtenu reconventionnellement 1,000 francs de dommages-intérêts contre le plaignant.

Albert Bataillon.

A L'HOTEL DE VILLE

L'EAU DE L'AVRE

De nouveau, le palais municipal est en rumeur. Il paraît que l'eau de l'Avre, qu'on a tant célébrée, n'est pas saine.

C'est vrai, disent les uns. Des savants l'ont examinée; elle est contaminée. Et d'abord on la prend pour de l'eau de source et elle n'est simplement que l'eau d'une rivière qui, comme elle arrive souvent, disparaît sous terre à Veneuil, pour ressortir à quelque distance de la sans avoir été filtrée par le sable.

Erreur! répliquent les autres. Il y a plusieurs sources à Veneuil. Les eaux de l'une d'elles, en effet, disparaissent pendant quelque temps, mais elles ne sont nullement contaminées. Méfions-nous de la guerre faite aux eaux amoncelées à Paris. Il y a trop de gens intéressés à ce qu'on n'en boive pas.

Bref, la Commission, qui a les eaux dans son département, a résolu d'aller étudier la chose sur place.

Tous ses membres se sont rendus hier lundi à Veneuil. Le directeur des travaux de Paris et les ingénieurs des eaux les accompagnèrent.

Ceux-ci se sont livrés à de nombreuses expériences. Ils ont mis une matière colorante dans la rivière qui, dit-on, disparaît sous le sol, et que l'on prend plus loin, quand elle surgit, pour l'une des sources de l'Avre. Ils ont recueilli en divers points des échantillons d'eau qui, aujourd'hui même, vont être analysés.

Un des savants qui incriminent l'eau de l'Avre attribue au drain les éléments dangereux qu'il y trouve.

Le drain est ce tuyau qui va chercher l'eau au cœur de la source. Les matières mauvaises se fixeraient sur les parois, y germeraient et contamineraient l'eau.

Les ingénieurs répondent et démontrent qu'il n'y a pas moyen sans drain de puiser l'eau en sa meilleure place.

Attendons le rapport de la Commission.

Le préfet de la Seine vient de nommer les médecins affectés, pour le nombreux personnel de son administration, aux onze circonscriptions médicales de Paris. Ce sont :

MM. les docteurs d'Echever, Pascaldi, Dandieu, Cornet, Moussand, Laugier, de Cours, Millet, Bloch, Brochin, Vauthier.

Ils recevront chacun une indemnité de 4,200 francs par an, plus une indemnité variable, proportionnelle au nombre de leurs visites.

Tous seront sous la direction d'un médecin en chef, le docteur Delaporte, qui recevra une indemnité fixe de 6,000 francs.

Le bureau du Conseil municipal, invité à prêter son appui financier à la cavalcade des *Saisons* dont nous avons publié le programme, n'a pas cru devoir l'accorder.

Il est pourtant autorisé à consacrer 25,000 francs aux fêtes du mardi gras et de la mi-carême, mais il repousse au Comité des *Saisons* d'être allé trop vite en besogne et d'avoir commandé pour 23,000 francs de travaux avant d'avoir réalisé la première souscription.

Le bureau n'aime pas qu'on s'emballe ainsi. Maniant les écus de façon plus boursicoise, il préfère s'abstenir et ne pas être

exposé à solder le déficit d'une opération à laquelle il sera resté tout à fait étranger.

En revanche, il semble s'intéresser à un projet qui, élaboré pour la mi-carême par notre confrère Jules Roques, lui a été présenté par M. Puech, ancien vice-président du Conseil municipal, aujourd'hui député de la Seine, et par M. Féliçien Paris, conseiller municipal du neuvième arrondissement.

Ce projet a l'agrément d'un Comité dont le *Figaro* a déjà donné la composition extrêmement brillante.

Le programme de M. Jules Roques a séduit tous les conseillers qui l'ont vu; mais comme de nombreux jours nous séparent encore de la mi-carême et qu'il sera certainement modifié, il serait prématuré de le publier aujourd'hui.

Henri Hamois.

LES COLONIES

M. Guillaumin, ministre des colonies, vient d'être informé qu'un violent cyclone s'est abattu sur Madagascar, dans la nuit de samedi à dimanche.

La région de Majunga a été particulièrement éprouvée.

Les nouveaux bâtiments de la résidence se sont effondrés. Les communications se trouvent interrompues entre la côte occidentale et Tananarive.

Les dégâts matériels seraient assez importants; mais on ne signale aucun accident de personnes.

Samory et sa suite ont quitté Saint-Louis, la capitale du Sénégal, pour se rendre à Dakar, où un paquebot prendra notre ancien ennemi pour le conduire au Congo, choisi, comme on le sait, pour lieu d'internement.

D'une correspondance venue du Sénégal, il résulte que quelques indigènes mettent en doute la capture de l'Almamy. Si grande était sa réputation de chef invincible, si considérable le prestige dont il jouissait sur les populations qu'il terrorisait, que les noirs se refusent à croire qu'il ait pu tomber entre nos mains.

Puisque nous parlons du Sénégal, ajoutons que les mesures propres à mettre la colonie en état de défense sont en pleine voie d'exécution. Il en est, d'ailleurs, de même dans toutes nos possessions.

Et sans vouloir insister sur des choses qui demandent à rester secrètes, il est permis de dire que la défense de nos colonies ou de nos pays de protectorat existe — enfin — autrement que sur le papier.

difficulté; et, si elles ont empêché les cours de fermer au plus haut, du moins ne les ont-elles pas empêchées de conserver, en général, une certaine avance sur samedi. C'est tout ce qu'on peut souhaiter, et tout le monde reste satisfait de cette séance, au cours de laquelle, chose à noter, on a travaillé avec entrain dans tous les compartiments.

Le 3 0/0, à 102 90, est en léger progrès; le 3 1/2 0/0, à 104 10, est en léger recul; dans l'un et l'autre cas, les différences ne dépassent pas 5 centimes. Au comptant, variations, en plus et en moins, de 10 centimes.

L'italien a les honneurs de la journée avec une plus-value de 32 centimes à 94 77 après 94 90 et 94 65. Le 3 0/0 russe 1891 à 95 30 gagne 30 centimes; le 1896 s'arrête au même cours, soit en hausse de 20 centimes. Tous les deux, beaucoup d'animation sur le groupe turc. Le 6 0/0 monte de 28 32 à 28 70, après 28 55 et 28 75; le 7 0/0 est invariable à 24, et la Banque ottomane est à 589 au lieu de 583. Pourquoi le Portugais gagne-t-il un demi-point à 24 35, puisqu'il n'a seulement pas été question de Delagoa Bay? L'Extérieure espagnole perd 20 centimes — moins que rien! — à 53 70, après 54 35. Le 2 0/0 cubain est calme à 212. Calmes aussi sont les chemins espagnols, à l'exception des Saragosse, qui montent un peu. Le groupe des rentes brésiliennes reste ferme, le 5 0/0 étant à 72 3/8 et le 4 0/0 à 63 75. La Minas Gerais prend une nouvelle avance de 3 fr. à 350.

Les Obligations de la Ville de Paris restent fermes, et avec un bon mouvement d'affaires.

La Banque de Paris gagne encore 2 francs à 978, mais au début elle avait monté jusqu'à 990. Tous les grands établissements de crédit sont dans le même cas; excellents au commencement, ils se sont tassés vers la fin, mais ils restent tout de même à des cours peu éloignés de ceux de samedi: le Comptoir d'escompte à 594, la Banque des Valeurs industrielles à 256 50, le Crédit lyonnais à 902, la Banque internationale à 568, la Société générale à 536, le Crédit foncier à 750, etc. Ce dernier établissement a procédé aujourd'hui au tirage des Communales 1879, et il y a, de par le monde, un veinard qui pourra échanger son numéro 964 516 contre cent billets de mille francs. C'est du reste ainsi que cela se passe si souvent par an, non seulement pour les Communales 1879, mais pour presque toutes les obligations du Crédit foncier, les Communales 1872, les Foncières 1885 et 1895, etc.

Les chemins de fer sont sans grandes affaires. Les valeurs industrielles, au contraire, sont non moins actives que samedi. Le Suez gagne 8 fr. à 3 615, le Gaz 15 fr. à 1 330, la Thomson-Houston 7 fr. à 1 385, la Sosnovice 25 fr. à 4 560, les Wagons-Lits 2 fr. à 772, la Cusenier 24 fr. à 929, etc. Les Mines d'or sont également bien tenues, malgré un peu de tassement à la fin. La Goldfields à 321, la Goldendhuis Estate à 198, la Montebello à 77, la Robinson Gold à 280, etc., sont en avance de 3 à 6 francs.

Le Boursier.

INFORMATIONS FINANCIÈRES

Crédit lyonnais. — Situation mensuelle au 31 décembre, comparée à la précédente. Principales variations :

Epèces.....	149.155.818	+ 21.245.585
Portefeuille commercial.....	612.757.262	+ 21.248.044
Reports.....	123.476.092	+ 17.409.379
Comptes c. débiteurs.....	392.347.262	+ 24.977.201
Avances sur titres.....	142.650.301	+ 1.180.240
Titres en portefeuille.....	8.644.614	+ 12.822
Dépôts à vue.....	444.356.043	+ 11.805.357
Comptes c. créditeurs.....	547.350.368	+ 1.880.971
Acceptations.....	155.448.774	+ 2.334.243
Dépôts à échéance fixe.....	30.303.612	+ 128.270

COURRIER DES THÉÂTRES

La jolie fantaisie de M. Maurice Donnay : *Folle Entreprise*, dont les invités du *Figaro* ont eu la primeur il y a quelques jours, vient d'être donnée au théâtre des Capucines, où elle a eu un vif succès. Elle était fort bien jouée par M. Galipaux et Mlle Louise Bréval. Ceci nous a donné, en outre, l'occasion de revoir la revue, qui va vers la centième, grâce à la spirituelle et aimable interprétation de Mlle Odette Dulac qui la mène, en compagnie de très bons artistes. — H. F.

Aujourd'hui, à 1 h. 1/2, à l'Odéon, répétition générale des *Antibes*.

A l'Opéra-Comique : On a parlé par erreur d'une reprise de *Don Juan* avec M. Isnardon dans le rôle de Don Juan. Sans compter que ce rôle n'est pas dans la voix des basses-chantantes, on ne pense pas en ce moment à une reprise du chef-d'œuvre de Mozart. Il s'agit, sans doute, du rôle de Don Juan que jouera M. Isnardon dans *Beaucoeur de bruit pour rien*, de M. Paul Pugin, qu'on répète en ce moment pour les débuts de Mlle Loventz, le brillant soprano de l'Opéra que M. Albert Carré s'est attaché.

On nous télégraphie de Vienne : « Hier, au Josefstadt-Theatre, a eu lieu la 100^e représentation des *Fédards*, l'opérette de MM. Antony Mars, M. Henneguin et Victor Roger. C'est la première fois qu'en Autriche

sera représentée de nouveau samedi prochain 11 février, à cinq heures.

C'est aujourd'hui, à une heure, qu'a lieu au Théâtre des Variétés, la matinée extraordinaire au bénéfice de deux artistes, avec le concours de Mmes Chréten-Vaguet, Acté, Carrière, Zambelli, Chabot, Jeanne Rénier, MM. Vaguet, Notté, Delmas, Ladame, de l'Opéra; Mmes P. Pierson, Renée du Minil, Amel, MM. Albert Lambert, Georges Beer, Louis Delaunay, de la Comédie-Française; Mmes Balanque, Litini, MM. Clément, Delaunay, de l'Opéra-Comique; Mlle Maria Lagault, M. Coquelin aîné, de la Porte-Saint-Martin; Mlle André-Magard, MM. Huguenet, Galipaux, Numa, du Vaudeville.

Mmes Judic, Jeanne Granier, Marie Magnier, Marcelle Lender, Jane Perrin, Angèle, Lavallière, Diéterle, Gilberte, Lucy Gérard, Samé, Antoinette Rogé, Ellen André, MM. Brasseur, Lassouche, Guy, Prince, E. Petit, Rigas, Demy, A. Simon, des Variétés; Mlle Bordo, Mary Gillet, MM. Raimond, Gobin, Polin, du Palais-Royal; Mlle Mily Meyer, Darbel, Dorlys, du Châtelet; Mlle Simon-Girard, MM. P. Fugère, Soums, Vauthier, de la Gaité; Mlle de Miramon, MM. Germain, Torin, des Nouveautés; Mmes Mariette Sully, Tariol-Baugé, Alice Bonheur, MM. Périé, Rognard, des Bouffes-Parisiennes; Mmes Desormes, Georgette Loyer, Félicie Mallet, de l'Ambigu; M. A. Guyon fils, Mlle A. Leriche, Lanthénay, Demoulin, des Folies-Dramatiques; Mlle Blanche Marie, Lehey, Myriam Manuel, Cavell, Foucher, Riva, du théâtre Cluny; Mlle Paulette Darty, de la Scala; Mlle Verlain, Hella, du théâtre Antoine; MM. Roditt et Chocolat, du Nouveau-Cirque; Mlle Mary de Nelly.

Première représentation de *La Voie lactée*, revue en 2 tableaux, de MM. Gavault et de Cottens, dont nous avons donné hier la distribution.

Une heure de chant et de danse :

Trio de Faust :
Marguerite..... M. Delmas
Faust..... Mlle Acté
Méphistophélès..... MM. Vaguet, Delmas
Air d'*Hérodiade*..... M. Delmas
Duo de *Signé*..... M. et Mme Vaguet
Air de *Trouvère*..... Mlle Chréten-Vaguet
Bacchantes..... Mlle Acté
Mélodies..... M. Notté

Première représentation de *Début d'Étoile*, fantaisie-ballet de M. G. de Dubou, musique d'Etienne Rey, par Mlle Zambelli et M. Ladame.

Le Village, comédie en un acte, d'Octave Feuillet.

Le Vaudeville annonce les dernières de *Georgette Lemeunier*, la jolie pièce de M. Maurice Donnay.

M. Porel fixe dès aujourd'hui au jeudi 16 février la première représentation de la comédie de M. Anatole France, *Le lys rouge*, dont voici la distribution complète :

Descharlles.....	MM. Guiry
Le savetier.....	Léonard
Choulette.....	Numa
Leménil.....	Grand
Le général Larivière.....	Nertann
Vence.....	Dauvilliers
Martin Bellesme.....	Rambert
Scoll.....	Delorme
Vauzelle.....	Prédal
Leubas.....	Loyer
Gardin.....	Laine
Laguicharderie.....	Cueille
Brouillac.....	Lemarchand
Bertie de l'Étoile.....	Boudier
Grimalt.....	Moisson
Un huissier.....	Pellerin
Un domestique.....	Roué
Mlle Bell.....	Mmes Réjane
La princesse.....	Avril
Vresson.....	Drunzer
Mme Jazellin.....	Marly
Le rôle de la comédie.....	Jenny Rose
Francis.....	Berthier
Zizi.....	Dickson
Mme Morlane.....	Danis
Lotitia.....	Carvet
Mariette.....	J.-Léonard
Vernon.....	Lucyenne
Journeau.....	Laurent Mayer
	Dorville
	G. Lion

Le *Ro des mendiants*, la nouvelle pièce de l'Ambigu, vient d'être achetée par un imprimeur de Londres pour être représentée en Angleterre et en Amérique.

Le théâtre Cluny annonce les trois dernières représentations de *La Poule blanche*, et, vendredi 10 février, première représentation de *Parfum*, qui sera joué en matinées dimanche, lundi et mardi gras.

De Bruxelles : *Georgette Lemeunier*, de Maurice Donnay, vient de réussir brillamment au théâtre du Parc. Mlle Suger, dans le rôle de l'héroïne, et M. Suger, dans celui de M. Isnardon, se sont partagés les honneurs de la soirée, la première grâce à sa faculté d'émotion, la seconde par sa rare finesse et l'habile composition d'un personnage très hardi. Leurs camarades du Parc et M. Abel, en représentation, ont eu leur belle part de succès. Tous les spectateurs ont été satisfaits par la direction donnée par M. Maubert, et leur intérêt, mais celui-ci est de toute manière hors de pair.

On nous télégraphie de Vienne : « Hier, au Josefstadt-Theatre, a eu lieu la 100^e représentation des *Fédards*, l'opérette de MM. Antony Mars, M. Henneguin et Victor Roger. C'est la première fois qu'en Autriche

une pièce française ou même étrangère atteint ce chiffre de représentations consécutives. Et le succès est tel que, selon toute probabilité, les *Fédards* iront à la 150^e. — Au commencement d'avril la troupe de Vienne ira jouer les *Fédards* au Residenz-Theatre, à Berlin. — Jules Buret.

SPECTACLES & CONCERTS

Le théâtre des Capucines a remporté hier soir un nouveau et très grand succès. La direction s'impose, du reste, les plus gros sacrifices pour maintenir et mériter la vogue extraordinaire de ce coquet théâtre. Elle n'a pas hésité à engager l'excellent comédien Galipaux pour jouer, avec sa charmante camarade Louise Bréval, la délicieuse comédie de M. Maurice Donnay, *Folle Entreprise*.

Folle Entreprise est un pur chef-d'œuvre où l'on retrouve l'esprit ultraparisien et si mordant de l'auteur d'*Amant, l'aveugle et le Douceur* et de *Georgette Lemeunier*. Il serait dommage de raconter la pièce que tout Paris ne manquera pas d'aller voir, et il est superflu de combler d'éloges Galipaux et Mlle Louise Bréval, tous deux absolument remarquables.

Voilà de belles soirées en perspective pour le théâtre des Capucines. Elles ne seront nullement heureusement pas nombreuses, Galipaux devant faire dans quelque temps sa rentrée au Palais-Royal. D'ici là le théâtre des Capucines va encaisser le maximum tous les soirs. Les feuilles de location se couvrent comme par enchantement.

Loiré se termine joyeusement avec *Paris complète*, la revue très rose de MM. Lafarge et Robiquet, où triomphe Mlle Odette Dulac. — Un M. Du B.

Aujourd'hui :
A la Bodinière, à 3 heures : 2^e conférence de Mme Mary Summers sur : *Les belles amies de Lamartine*. — A 4 h. 1/2 : 6^e représentation de *Enfin seuls ! ou la Chasteté du vicomte*, fantaisie-revue en un acte, de MM. Maurice Froyez et Jean Mongerolles, avec Mlle Lanthénay et M. Garbagni.

— Aux Mathurins, à 4 h. 1/2 : Matinée Berny, audition d'œuvres de MM. Ch. Levadé et Georges Sporck, avec le concours des auteurs et de Mlle Marthe Ristion, MM. Jean Périé, P. Pecquery, Caracandé, J. Berny.

— Au théâtre des Capucines, à 4 h. 1/2 : *La Chanson au dessert* (chœurs et monologue), causerie humoristique de M. Octave Pradels, audition de Mlle Odette Dulac.

Les grands concerts.
M. Félix Weingartner dirigera, dimanche prochain, et pour la dernière fois de la saison, l'Orchestre de l'Association des Concerts-Lamoureux.

Le célèbre capellmeister fera exécuter un poème symphonique de sa composition, *Le Seigneur des bienheureux*, et des œuvres de Beethoven, Weber et Liszt.

Le Casino de Paris annonce pour vendredi prochain la première représentation de *La Montagne d'argent*, le nouveau ballet de M. Camille Chevillard et Maurice Guillemot, musique de M. Henri Jos. Les interprètes des principaux rôles sont Mmes Angèle Héraud, Renée Gautier et Flemma.

La répétition aura lieu la veille, à 4 heures.

M. Camille Chevillard profitant des loisirs que lui laisse actuellement la présence à Paris de son célèbre confrère Félix Weingartner, va faire entendre ce soir au Steinway-Hall de Londres, sa Sonate pour piano et violon, avec M. Rivard qui vient de remporter un si grand succès aux Concerts du Conservatoire.

Petite fête intime hier aux Mathurins, à l'occasion de la 50^e du Prince des poètes, que le départ de Marguerite Deval pour Monte-Carlo oblige la direction à donner ce soir pour la dernière fois.

Au bu à l'auteur, aux interprètes, et M. Francis de Croisset, en remerciant Marguerite Deval du précieux concours qu'elle lui a apporté, lui a remis un manuscrit portant le quatrain suivant, qui fait honneur à l'artiste et à l'auteur :

Chère Deval, voici du « Prince » un manuscrit. Dois-je signer ? Ce serait presque un monstre. Vous y mitez tant de jeunesse et tant d'esprit que ma main en signant met votre signature.

L'Olympia tient un nouveau succès avec *Les Sept capitives*. Ce merveilleux spectacle féérique a fait encaisser dimanche la jolie somme de dix mille francs.

M. Santiago Riera a obtenu un vif succès à son concert de samedi dernier, à la salle Erard. Son exécution si personnelle et si artistique lui a valu à différentes reprises plusieurs rappels. Malgré la longueur d'un programme chargé et où on remarquait les *Études symphoniques* de Schumann, les *Sonates* de Beethoven, quatre Ballades de Chopin, et les « *Abellies* », des *Poèmes virgiliens* de Th. Dubois, il a dû céder à l'enthousiasme du public et répéter ce dernier morceau, qu'on entendait pour la première fois.

Dimanche dernier, au concert du Jardin d'acclimatation, grand succès pour le premier acte de *La Juive*.

M. Escalpis, plus en voix que jamais, a retrouvé, dans le rôle d'Elzéar, ses beaux succès de l'Opéra, et M. V. Raulin, un débutant, qui chantait le rôle du cardinal, a fait admirer sa belle voix de basse.

VIII

Pierre, de son côté, avait des heures découragées. L'exaltation qu'il retrouvait encore auprès de Jeanne, quand il était sous le charme de cet amour si élan et si tendre, s'éteignait lorsqu'il était loin d'elle.

Alors, à ces ferveurs un peu factices obtenues par une surexcitation du cerveau, succédaient des périodes de prostration. Pierre, hanté de nouveau par la fraîcheur de son jeune amour pour Louise, retombait en nostalgie. Il ne se sentait pas la force de se montrer ardent et joyeux auprès de Jeanne. Même, il était trop abattu pour arriver à la griserie cérébrale, à l'allégresse de paroles et d'attitudes qui lui en donneraient l'illusion.

A ces moments-là, pour ne pas laisser deviner cette torpeur, il restait chez lui, se repliait lugubrement dans sa tristesse jusqu'à l'heure où, attendu de nouveau par l'amour de Jeanne, il se jugeait assez vaillant pour aller lui offrir un visage de bonheur.

Aux premières semaines de cette reprise, dans l'élan de loyauté et de tendresse qu'avait Pierre, ces lassitudes, peu fréquentes, étaient brèves. Jeanne ne pouvait s'en inquiéter. Mais, peu à peu, les visites devinrent irrégulières. Jeanne sentit à nouveau l'évasion, la dérobade, l'hypocrisie des prétextes.

Parfois, Pierre, craignant qu'une trop longue absence n'éveillât des doutes, accourait avant d'avoir vaincu entièrement son malaise. Il ne parvenait pas toujours à se ressaisir en présence de Jeanne. Alors, son visage endolori, sa parole sans entrain, son regard morne révélait à Jeanne les mêmes regrets, la même mélancolie. Une terreur la hantait qu'il ne fût plus retenu près d'elle que par loyauté et par charitable devoir.

L'exécution, sous la direction de M. J. Lafitte, a été superbe.

A. Mercklein.

PETITES NOUVELLES

Clovis, le joyeux monologiste, a fait, samedi dernier, une rentrée très applaudie à l'Eldorado qui, pour la circonstance, avait cédé et renoué en entier son programme de la partie concert. Tel quel, le spectacle est des plus attrayants et se termine par un formidable éclat de rire, dû tant à l'esprit qu'à l'interprétation de *Parlons d'autre chose*, la revue à succès.

Mme Miron, la cigale parisienne, de retour d'une longue tournée en France et à l'étranger, ne chantera cet hiver que dans les soirées mondaines. S'adresser ou lui écrire : 38, avenue de la République.

C'est après-demain jeudi 9 février que s'ouvrira la Guinguette d'été, le nouveau concert artistique de la rue Buffault. Tous les meilleurs chansonniers de la Butte sacrée figurent au programme de ce nouvel établissement, dont la direction, pour justifier son titre, offrira chaque soir une gerbe de fleurs aux spectateurs.

NOTES D'HISTOIRE

LE CONSEIL DE GUERRE

ET LE TRIBUNAL DE CASSATION en 1797

— Suite —

Pendant que les avocats développaient leurs conclusions d'incompétence, le président dirigeait les débats avec l'application, consciencieuse et résignée, que les militaires apportent à ces désagréables besognes, auxquelles ils sont si peu préparés. Il ne se fâcha que quand Chauveau-Lagarde prit à partie le ministre Merlin, « le dénonciateur des accusés, leur accusateur, leur juge, j'allais presque dire leur exécuteur. »

Arrivé au comble de l'exaspération, La Villeneuve prononça, en parlant de Merlin, cette phrase emphatique : « Il a soif de notre sang; je lui offre le mien, qu'il le boive. »

De pareilles violences produisent sur les esprits modérés l'effet diamétralement inverse à celui qu'en attendent leurs auteurs. Ce n'était pas un tyran bien sanguinaire que le ministre qu'on pouvait impunément outrager en pleine audience.

Deux jours durant, les défenseurs plaident sur l'incompétence. Puis le président tire de son dossier une lettre de Merlin expliquant que le Conseil n'avait pas besoin de répondre aux conclusions de la défense. Il rendrait à la fois son jugement sur l'exception et sur le fond.

Les avocats bondirent. Aux termes de la loi militaire, les condamnations prononcées par le Conseil de guerre étaient immédiatement exécutées. A quel service le recours en cassation que les défenseurs voulaient formuler sur la question de compétence, si leurs clients étaient fusillés avant que le pourvoi fût examiné?

En refusant de rendre un jugement, citoyen président, dit Garichard, l'un des avocats, avez-vous parlé en votre nom ou au nom du Tribunal?

Au nom du Tribunal, riposta l'officier, n'apercevant pas le piège que lui tendait l'habile procureur.

Alors c'est un jugement que vous avez rendu, fit l'avocat, un jugement dont les sténographes vont prendre note et contre lequel nous nous pourrions en cassation.

Dès le lendemain, les défenseurs se présentent à l'audience du Tribunal de cassation et requièrent un arrêt ordonnant l'arrêt du pourvoi. Ainsi se trouvait posée, par un adroit détour, la question de savoir si une barrière légale pouvait être dressée contre la toute-puissance des juges militaires.

Le Tribunal qui allait vider ce débat avait été institué par la Constituante pour assurer, par son action régulatrice unique, le respect de la loi sur toute la surface du pays. Il se compose de quarante-deux membres, à raison d'un pour deux départements. Les élections au Tribunal de cassation avaient coïncidé avec la séparation de la Constituante, les citoyens ont, dans beaucoup d'endroits, choisi, comme grands juges, leurs anciens députés à l'Assemblée nationale. Thourret, Chapelier, Barrère, Bouche, Garraut-Coulon et même Brillaud-Savarin, de sympathique mémoire, interpréteront en dernier ressort les décrets qu'ils ont rendus. Le Tribunal de cassation s'est ainsi trouvé imbu du pur esprit de la Constituante. Par une fortune singulière, le Tribunal a traversé la Terreur sans se compromettre avec elle. La loi du 10 mars 1793, en sous-travaillant à son examen les jugements révolutionnaires, la dispensa d'un contrôle qui, trop faible, l'eût déshonoré et qui, sérieusement exercé, l'eût conduit à sa

perte. Quelques-uns de ses membres ont payé tribut au malheur des temps. Le noble Thourret a quitté son siège de président pour monter à l'échafaud. Mais les vides ont été comblés par de nouveaux membres qui ont accepté la solidarité des principes de leurs devanciers. Le Tribunal a poursuivi son œuvre, majestueuse et ininterrompue, un des plus fermes soutiens de la nationalité française. En 1797, il a déjà repris possession de la Grand-Chambre et de la Chambre Saint-Louis d'où l'avait expulsé le Tribunal révolutionnaire. C'est dans ce dernier local que siège aujourd'hui la Chambre criminelle de la Cour de cassation.

Quand Chauveau-Lagarde et ses confrères se présentèrent à la barre du Tribunal de cassation, Abrial, commissaire du gouvernement, se leva et fit observer que la loi ne prévoyait pas le pourvoi contre les décisions de la justice militaire.

Tel ne fut pas l'avis du Tribunal. Des citoyens qui se prétendaient illégalement traduits devant des juges incompétents réclamaient son appui. En ce cas, la juridiction du Tribunal de cassation est unique, universelle. Elle embrasse tous les cas; elle est supérieure à tous les juges. Sans désespérer, le Tribunal rend l'arrêt suivant :

Où le rapport de Julien Dulac ;
Où Chauveau-Lagarde, Dommanget, défenseurs officieux, Abrial, commissaire du Directoire ;

Attendu qu'il existe un pourvoi légal en cassation, et que ce n'est pas aux prévenus à produire l'expédition du jugement, ni les pièces du procès, mais au commissaire du Directoire exécutif ;

Ordonne qu'il y ait diligence du commissaire du Directoire exécutif le jugement ou décision du Conseil de guerre de la 17^e division militaire sera rapporté dans les vingt-quatre heures.

Nonobstant le pourvoi, le Conseil de guerre avait passé outre. Le président Caire, militaire orateur — l'ép. que le voulait ainsi — exhorta les accusés à ne pas retarder les travaux du Conseil. La célérité, disait-il, était indispensable à la justice militaire. « Même l'institution des jurés, sublime en elle-même, n'a jamais pu s'accorder avec la promptitude nécessaire dans l'administration militaire. Le soldat républicain connaît ces vérités importantes et le plus intègre, mais le plus sévère des chefs, est celui qu'il se plaît à nommer son père ! »

Comme les accusés ne se laissaient pas convaincre, Caire ajouta que leur obstination retardait le jugement d'une foule de pauvres soldats délégués. Aussitôt, tous les conspirateurs, par un trait de sensibilité assez curieux, se décidèrent à répondre.

Sur ces entrefaites, le Tribunal de cassation avait rendu le jugement de soit communiqué. Le procès allait se trouver interrompu. Mais le Directoire n'entendait pas qu'il en fût ainsi. Par un arrêté, qui présente les caractères d'un petit coup d'État, il défendit à tout dépositaire de l'autorité publique de prêter son ministère à l'exécution du jugement du Tribunal de cassation. « Que ne doit-on pas craindre, disait le Directoire dans un message aux Cinq-Cents, de cette tendance de l'autorité judiciaire à envahir le pouvoir législatif et tous les autres pouvoirs ? » Le rédacteur du document officiel avait même osé bonifier le fait de quelques allusions aux procédés corrompus employés par les agents monarchiques.

N'ayant aucun moyen coercitif pour assurer l'exécution de son jugement à l'encontre du gouvernement, le Tribunal de cassation s'adressa au Corps législatif.

Sept commissaires étaient chargés de présenter ses doléances. En tête des signatures figure celle du président Chabroud, ancien constituant, un de ces juristes, aujourd'hui trop oubliés, qui ont eu une part prépondérante dans l'œuvre de l'Assemblée législative. Chabroud était pauvre. Pour siéger à la Constituante, il avait quitté Vienne, sa patrie, et le cabinet d'avocat qui faisait vivre sa famille. Il se distinguait, au cours de la discussion des lois judiciaires, par une ardeur révolutionnaire que tempérait un grand sens pratique. En 1791, il voulut, à cause de la modicité de sa fortune, rentrer dans son pays. Mais les électeurs de Seine-et-Oise — ceux-là même qui venaient de nommer Robespierre président du Tribunal de Versailles — l'envoyèrent au Tribunal de cassation, et il se dévoua à la chose publique. Le Conseil des Cinq-Cents, en voyant son nom sur la pétition du Tribunal, pouvait être sûr que ce n'était pas un sentiment de réaction qui inspirait la démarche des magistrats.

Les partisans du Directoire ont comparé la résistance du Tribunal à celle que les Parlements opposaient à la monarchie.

Leurs adversaires leur ont demandé, en riant, s'ils reprochaient à l'ancienne magistrature d'avoir contribué à préparer la Révolution. Le rapprochement est juste et le mémoire de Chabroud rappelle les meilleurs morceaux de la littérature des Remontrances.

Très prudemment, le Tribunal fait observer que son arrêt ne préjuge rien en faveur des prévenus. Si, après étude du dossier, on reconnaît qu'il y a eu embauchage — en fait, ce n'était guère contestable, au moins pour les principaux accusés — le pourvoi sera rejeté. Mais ce serait un déni de justice que de le rejeter sans examen.

Le Directoire prétend vainement que le Tribunal suppose un jugement qui n'existe pas, puisque le Conseil n'a pas voulu laisser inscrire au pluriel l'audience son refus de statuer sur l'exception. « Si des juges militaires, en haine du recours au Tribunal de cassation et pour se ménager l'exercice d'un pouvoir sans mesure, procédaient à jugements sans écriture ! Serait-il vrai qu'il n'y aurait pour des citoyens traduits devant des juges militaires dont ils ne seraient pas justiciables aucun remède légal, et qu'ils devraient se taire et mourir ? »

D'ailleurs, ajoute le Tribunal, que le jugement du Tribunal soit ou non légal, le Directoire n'avait pas le pouvoir de le briser. Son seul droit était, s'il le jugeait convenable, de déférer les juges de cassation, pour forfaiture, au Corps législatif.

« Nous sommes outragés ou nous sommes coupables. Le Corps législatif nous doit une apologie ou des juges. »

Mais le Directoire était engagé sur cette pente dangereuse où le respect de la légalité, le sentiment des égards que les pouvoirs publics se doivent les uns aux autres n'arrêtaient plus les partis dominants. Il avait une majorité aux Cinq-Cents. C'en était assez pour étouffer la réclamation des magistrats. Dubois-Crancé rappela que « soit erreur, soit esprit de corps, le Tribunal de cassation suit en ce moment tout ce qui flatte, tout ce que désirent (sic), tout ce qui enflamme les ennemis du gouvernement. »

Un vote, donnant raison au Directoire, mit fin à l'incident.

Les défenseurs reparurent devant le Conseil de guerre et les débats reprirent leur cours régulier. Entre un président bienveillant et des accusés bien élevés, les choses se passèrent courtoisement. Une seule fois, Mlle La Villeneuve s'étant laissée emporter à traiter de coquin le dénonciateur Malo, son père assura le Conseil que ce n'était pas l'éducation qu'il lui avait donnée, et il pria les juges d'excuser un mouvement de pitié filiale.

La bonne tenue des accusés et l'énergie de la défense produisirent un effet favorable. Le Conseil de guerre, n'abusant pas de la toute-puissance que lui donnait le Conseil des Cinq-Cents. Après s'être, à l'unanimité, déclaré compétent, le Conseil acquitta dix-sept des accusés, parmi lesquels toutes les femmes. Brotier, La Villeneuve, Duverne de Presles et deux autres prévenus, Poly et Sourdail, sont condamnés à mort. Mais le Conseil, usant d'une faculté que lui donne la loi militaire, comme aussitôt la peine, à raison des circonstances atténuantes, en celle de la réclusion pour dix ans, cinq ans et un an.

Le Directoire se montra mécontent de la sentence rendue par le Tribunal de son choix. Il prit un arrêté enjoignant que la poursuite serait recommencée, devant le Tribunal criminel, pour crime de conspiration. Après le 18 Fructidor, la procédure subit une troisième évolution. Brotier et La Villeneuve furent déportés à Cayenne, par mesure administrative, en même temps que les principaux chefs de l'opposition parlementaire et que les rédacteurs et imprimeurs des journaux réactionnaires. Parmi leurs compagnons d'exil, les agents monarchistes retrouvèrent un des témoins à charge du Conseil de guerre, le commandant des grenadiers Ramel, qui avait résisté à Augereau, le

L'actualité politique et l'image étrangère

PAR JOHN GRAND-CARTERET



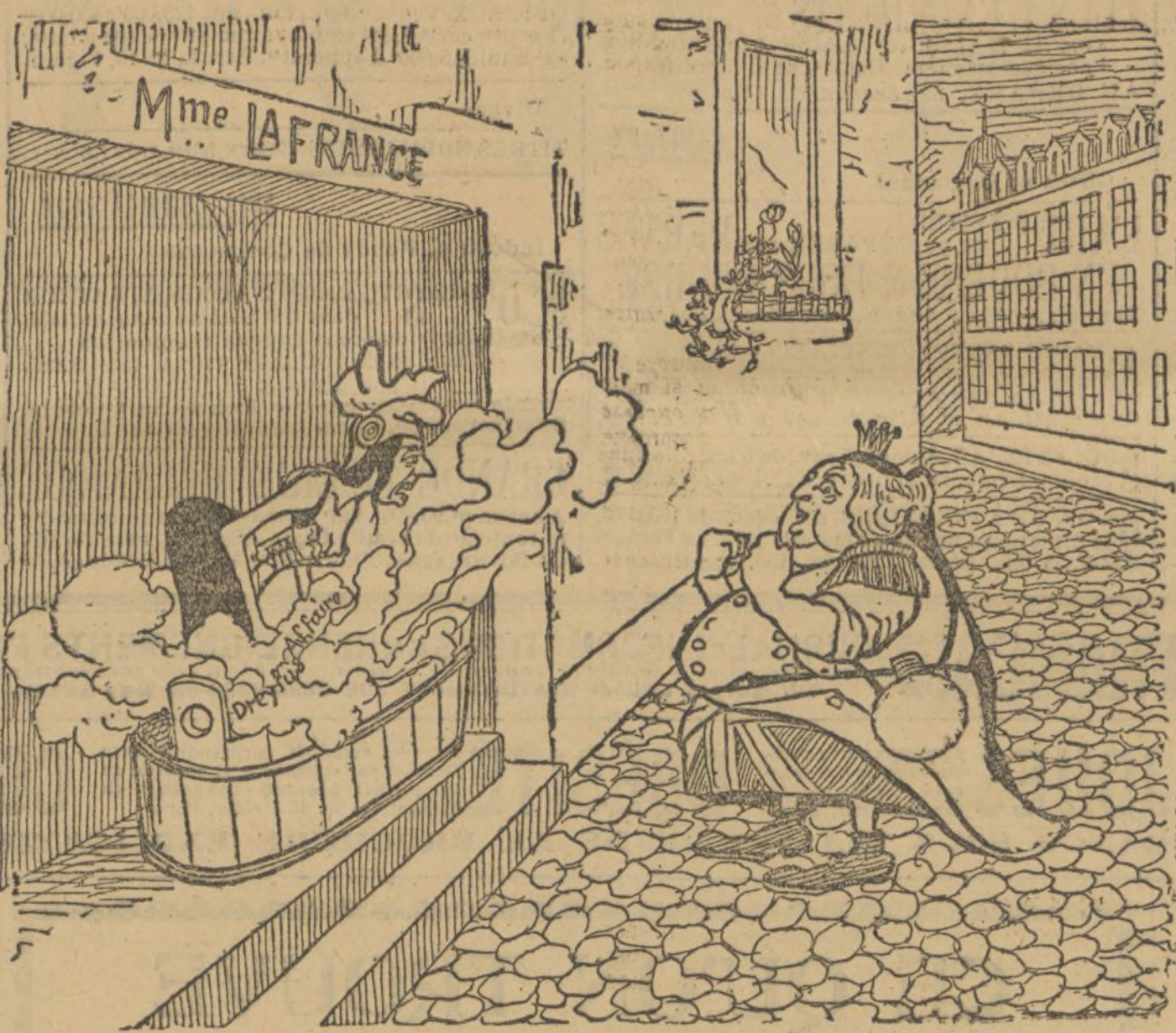
Un bon estomac peut tout digérer

MICHEL (le paysan allemand). — Ah ça ! est-ce que tu comptes avaler toute cette crotte, seul ?

ONCLE SAM. — Non, j'attends encore des pommes de terre rôties.

(Sueddeutscher Postillon, de Munich.)

Les pommes de terre ce sont les Philippines apportées par John Bull.



Les préparatifs de l'Angleterre

MADAME L'ANGLETERRE. — Viens donc un peu ici !

MADAME LA FRANCE. — Ah ! si je n'avais pas une pareille lessive !

(Sueddeutscher Postillon, de Munich.)



La nouvelle Triple ou tentative de rapprochement

« Songe d'une nuit d'hiver », mis en scène d'après le Songe d'une nuit d'été, de Shakespeare.

PERSONNAGES : Le PYRAME, allemand ; la THIRSE, française, et le MUR, russe.

THIRSE. — Mon baiser n'affleure que le vide et ne peut atteindre tes lèvres.

(Lustige Blätter, de Berlin.)

La Vie Sportive

CHASSE ET PÊCHE

UNE BONNE ÉCONOMIE À FAIRE

Un de mes lecteurs qui s'intéresse particulièrement au bon équilibre du budget m'adresse la lettre suivante, qui contient étonnamment des aperçus intéressants sur le sujet que je traite ici :

« Monsieur le rédacteur,

« Voulez-vous me permettre de vous signaler une économie qui allégerait le budget de l'agriculture ? J'ai lu que l'on venait de désigner un nouveau titulaire au poste important d'inspecteur de la pisciculture. Le compositeur Hervé, qui était un grand fantasiste et avait éparpillé sa verve dans plusieurs opérettes, avait imaginé, dans *L'Elle-Croix*, le poste d'inspecteur du gaz dans une riche famille parvenue. Les deux fonctions se ressemblent pas mal. Il paraît que le prédecesseur du nouveau titulaire a occupé sa place jusqu'à sa mort. Il vient de s'éteindre à soixante-dix-huit ou quatre-vingts ans. Il m'est facile d'en conclure que l'auscultation des alevins n'est ni pénible, ni dangereuse, bien qu'il soit sans doute parfois indispensable de se frotter le nez avec un mouchoir. Mais l'inspecteur est tout jeune, paraît-il ; il en a donc pour longtemps à s'occuper des petits poissons.

« Le point sur lequel j'appelle votre attention, en indiquant que M. Viger pourrait aisément faire une économie en supprimant le poste d'inspecteur de la pisciculture, c'est que vous devez avoir appris comme moi que M. Viger, devenu grand manitou de la chasse et de la pêche, fait de la loi qui régit ces deux branches sportives ce qu'il ferait d'un bilboquet. A la moindre démarche tentée à son hôtel de la rue de Varenne, il accueille favorablement les revendications illégales de tous les chercheurs de passe-droit. C'est ainsi qu'il a cédé pour les petits oiseaux après les avoir protégés, devant des amateurs influents qui en font le commerce sur une grande échelle (on vend, paraît-il, pour plusieurs milliers de francs, de chardonnerets, pinsons, fauvettes ou rossignols) petits insectivores dont il a reconnu les bienfaits pour l'assainissement de la terre et la protection des récoltes. Il a d'abord résisté. Devant l'électeur influent, il a cédé !

« On se rappelle la petite histoire, elle date d'octobre 1898. On vit pendant quelques jours la lampe allumée toute la nuit au cabinet du ministre : c'était M. Viger qui, la tête dans les mains, se demandait comment il allait résoudre la grave question du lacet ; un moment, il en fit passer un à sa portée, sur son beau bureau ministériel, car peut-être allait-il être obligé d'en venir à la dure extrémité du suicide. Les Girondins se mettaient en révolte. On avait beau leur dire : « Si vous continuez à détruire les jolis oiseaux qui chantent et détruisent les insectes, vous n'aurez plus ni fruits, ni légumes, ni blé, ni vignobles », tous les sénateurs et députés du département répondirent : « Il nous faut du lacet, n'en fait-il pas au monde ? nous électeurs l'exigent. Tant pis, on aura dans les cages des petits oiseaux mécaniques. »

« M. Viger eut un trait de génie. Il s'en tira par la tangente comme on fait pour toutes nos questions gouvernementales. Il occupa la poire en deux, autorisant le lacet pour l'écoulement de la sueur et le lacet pour l'écoulement de la sueur. Un homme politique qui sait apaiser une question épineuse, calmer les passions de ses concitoyens en sacrifiant habilement le titi et le lulu sur l'autel de la patrie ; un homme qui fait cela peut compter sur une belle page dans l'histoire de son siècle. Voilà sans doute pourquoi M. Viger est notre seul ministre inamovible, tombé de tout collègue à l'agriculture, acceptant un caleçon avec un imperméable, fût-il bâti comme Emmanuël Salomon — le briseur de chaînes. M. Viger a tombé les Girondins en jouant habilement du titi et du lulu.

« Plus simple vient d'être pour lui la question des cailloux. Nos chasseurs lui indiquaient de ne pas autoriser le transit des cailloux pour les laisser venir dans nos plaines françaises. La résolu question tout de suite. Ça fait plaisir aux Anglais, a-t-il pensé. Nos cailloux sont la base des chaudiroirs de Londres. Il y a là une façon de se montrer gaillard. Qu'est-ce que ça peut nous faire que des cailloux viennent chez nous égarer nos canards ? N'oublions pas que nous venons d'être en froid avec nos voisins. Essayons d'être au chaud, de réchauffer les liens qui nous unissent. Je ne serai pas fâché que chez le lord-maire on dégustât des chaudiroirs de cailloux à la Viger ! Et en avant le transit, l'illégal transit.

« Mais je n'aperçois que je me suis quelque peu éloigné de mon sujet — l'économie à faire — sur la fonction dont je parlais au début.

En la maintenant, M. le ministre de l'agriculture ne s'est peut-être pas souvenu que pour répondre au vœu d'un groupe d'industriels, de gros représentants de la raffinerie, qui lui demandaient la permission d'empêcher nos cours d'eau en y versant leurs matières résiduelles, il avait répondu : « Mais faites donc, messieurs, je vous en prie. Je me moque pas mal des pêcheurs, s'ils ne trouvent plus de poisson de rivière, ils se contenteront du poisson de mer. Un bon maquereau grillé maître d'hôtel, c'est délicieux ! »

Ainsi, c'est ici que je viens dire : « Si les cours d'eau sont empoisonnés, à quoi bon un inspecteur de la pisciculture, qui ne servirait qu'à constater que les infortunés goujons meurent du diabète ? »

A cette lettre d'un correspondant dont j'ai respecté l'opinion, je demande à ajouter un mot. Au point de vue de l'élevage, M. Viger est au-dessus de toute critique. Il est tout à fait l'émule de Salomon, le briseur de chaînes. C'est bien quelque chose cela. Et puis, comme vous dites, à quoi bon discuter, puisqu'il est inamovible !

A. de Saint-Albin.

LE TURF

CONCOURS HIPPIQUE DE BORDEAUX

(Par dépêche)

Troisième journée : Prix couples (gentlemen). — Premier couple : Lavaret, à M. de Kess de Nemesker, et M. de Kess de Nemesker, deuxième couple : Arcadius, au prince Napoléon Murat, monté par M. de Kess de Nemesker, et Zut, au comte de Cordon ; troisième couple : Knack, à M. Guidon, et New Love, à M. Guidon, monté par le comte de Cordon.

TIR AUX PIGEONS DE MONACO

(Par dépêche)

Le prix des Honoraires bleus a réuni 45 tireurs. Les deux premières places sont partagées entre MM. Arpien et Lohienne, 8/8, M. le baron Van Heeckeren, 11/12, troisième.

Robert Milton.

PETITES NOUVELLES

Automobiles. — Un nouveau service d'automobiles va être mis en circulation à Toulon et commencera d'ici peu de temps. Les voitures, très confortables, prendront des voyageurs à l'entrée et à la sortie de la ville, et effectueront le va-et-vient entre Toulon, le Cap Brun, Sainte-Marguerite et Le Pradet.

Beaucoup de personnes qui espèrent trouver dans la voiture automobile le meilleur véhicule de promenade, ont fait l'acquisition de voitures automobiles, et d'une grande force. Il leur suffirait d'un petit véhicule léger à marche régulière et d'un prix abordable : la voiture Decauville remplit toutes ces conditions.

Vélocipédie. — Nous nous américains peu à peu, voici que le vélodrome de Roubaix vient de décider pour le 7 mai prochain l'organisation d'une course de 100 heures consécutives. Pour 4 heures de moins qu'à Madison-Square, ce n'est pas vraiment pas la peine d'essayer.

M. Guizot disait : « On peut avoir beaucoup travaillé et n'en pas savoir encore bien long sur son métier ». On ne s'étonnera donc pas que certains mécaniciens de province prétendent qu'il est malaisé de régler une acetate. Ce qu'ils ne disent ou ne savent pas, c'est que cet excellent type de machine ne se dérange jamais et permet aux touristes de se passer de leur intervention souvent maladroite.

Les excursions annoncées pour avant-hier ayant été remises par suite du temps peu favorable, plusieurs secrétaires de sociétés nous prient d'informer les touristes qu'elles auront lieu dimanche prochain, si le temps, cette fois, le permet. Ce jour-là se courra également le rallye-papiers du Cycle rouleur.

Patinage. — Les championnats du monde qui se sont continués à Berlin ont permis à Oustled de montrer sa qualité, et c'est aux applaudissements de tous les spectateurs qu'il a été proclamé champion.

Voici les résultats des différentes épreuves : 1.500 m. — 1 Oustled en 2' 45", 2 Seiler, 3' 48", 15.

10.000 m. — 1 Kinkow en 20' 30", 2 Grève, 20' 36", 3 Seiler 21' 25", 4 Oustled 21' 25", 5 Course du Centenaire, 1.500 m. — 1 Seiler 2' 50", 2 Behne 3' 26", 3 Peter 3' 27".

Hockey. — Une partie d'entraînement s'est jouée dimanche à Levallois sur le terrain du R. C. F. entre l'équipe première de ce club et une équipe mixte du Hockey Club complètes par quelques joueurs du R. C. F. Excellent jeu de part et d'autre, qui promet une rencontre très intéressante dimanche prochain dans le match du Championnat, que disputeront les deux mêmes équipes.

La partie, arbitrée par M. Jarquier, du H. C. S. s'est terminée à l'avantage de l'équipe Foucault par 4 buts contre 2 à l'équipe Didier.

Interim.

Un vol. Enlèvement, descript. des nouveaux dentiers invisibles, sans plaques, crochets, ni ressorts, la plus belle découverte de l'art dentaire. Aucune succion. M. ADLER, 4, RUE MEYERBEER, 4

LE PARFUM IDEAL BOUGIBANT

Fortifié et atténué, pour l'usage de la toilette.

VIN COCA CHEVRIER

Une vérité incontestable, c'est que, dans les cas d'anémie si nombreux, les ferrugineux seuls agissent efficacement. Or, de tous les ferrugineux, le seul qui s'impose en raison des avantages qu'il possède, c'est le Fer Bravais.

UNE VÉRITÉ BONNE À RÉPANDRE

Une vérité incontestable, c'est que, dans les cas d'anémie si nombreux, les ferrugineux seuls agissent efficacement. Or, de tous les ferrugineux, le seul qui s'impose en raison des avantages qu'il possède, c'est le Fer Bravais. Il ne se prend qu'en gouttes concentrées et jamais sous forme de vin ni d'elixir dont aucun n'a jamais contenu une seule goutte de Fer Bravais.

Petites Annonces

La Ligne... 6 francs.
Par dix insertions ou cinquante lignes dans le délai d'un mois, la Ligne... 5 francs.

La Ligne se compose de trente-six lettres.

PLAISIRS PARISIENS

Programme des Théâtres

OPERA. — Relâche.
FRANÇAIS. — 8 h. 1/2. — Le Village ; Mercadet.
OPERA-COMIQUE. — 8 h. 0/0. — La Farfardie ; Lakmé.
DEMAIN, la Vie de bohème.

CHATELET. — 8 h. 0/0. — La Poudre de Perlin-pimpin.
COMÉDIE-FRANÇAISE. — 8 h. 1/2. — Les Femmes pour un Mari.
VAUDEVILLE. — 8 h. 1/2. — George et Lémoult.
THEATRE SARAH-BERNHARDT. — 8 h. 1/2. — La Tosca.
VARIÉTÉS. — 8 h. 1/4. — Les Chaussons de danse ; le Voyage autour du Code.
PALAIS-ROYAL. — 8 h. 1/2. — Caillelette ; Chéri.
PORTES-SAINTE-MARTIN. — 8 h. 0/0. — Cyrano de Bergerac.
GAITE. — 8 h. 1/2. — La Fille de Mme Angot.
AMBIGU. — 8 h. 1/2. — Le Roi des Mendiants.
NOUVEAUTES. — 8 h. 1/2. — La Dame de chez Maxim.
FOLIES-DRAMATIQUES. — 8 h. 3/4. — Folies-Revue.
BOUFFES-PARISIENS. — 8 h. 3/4. — Veronique.
THEATRE-ANTOINE (EX-MENUS-PLAISIRS). — 8 h. 1/2. — L'Avenir ; le Gendarme est sans pitié ; Son petit Cœur.
COMÉDIE-PARISIENNE. — 8 h. 0/0. — Relâche.
NOUVEAU-THÉATRE. — 8 h. 1/2. — Le Roi de Rome.
CLUNY. — 8 h. 3/4. — La Poudre blanche.
THEATRE DE LA RÉPUBLIQUE. — 8 h. 1/2. — Les Deux Orphelins.
DEJAZET. — 8 h. 1/2. — L'Oncle Adolphe ; le Constat Poupardin.
BOUFFES-DU-NORD. — 8 h. — Le Contrôleur des Wagons-Lits.
BELLEVILLE. — 8 h. 1/4. — Le Fils de Lagardère.
MONTMARTRE. — 8 h. — Papa la Vertu.
MONCEY. — 8 h. 1/4. — La Princesse des Canaries.
CIRQUE D'HIVER. — 8 h. 1/2. — Spectacle équestre.
JARDIN D'ACCLIMATATION.
Jeu de dames et de manches : Concert.
CINÉMATOGRAPHE, fondé par MM. Lumière, 6, Lyon, 14, boulevard des Capucines (Salon indien).

Spectacles, Plaisirs du Jour

FOLIES-BERGERE. — Téléphone 102-59. — 8 h. 1/2. — Les 3 tabl. : Jane Margy, Jane Thilda. G4 Prix de Lutte. Poule finale. Les Bonhair ; de Prezzi ; Celi Joudis, dim. et fêtes FOLIES-BERGERE

NOUVEAU CIRQUE

Téléph. 241-84. — 8 h. 1/2. — La Cascade merveilleuse. — 8 h. 1/2. — Les Elephants plongent. — 8 h. 1/2. — Les Elephants plongent. — 8 h. 1/2. — Les Elephants plongent.

NOUVEAU CIRQUE

Téléph. 241-84. — 8 h. 1/2. — La Cascade merveilleuse. — 8 h. 1/2. — Les Elephants plongent. — 8 h. 1/2. — Les Elephants plongent.

CASINO

MADAME MALBROUCQ, ballet. — 8 h. 1/2. — Les 3 tabl. : Jane Margy, Jane Thilda. G4 Prix de Lutte. Poule finale. Les Bonhair ; de Prezzi ; Celi Joudis, dim. et fêtes FOLIES-BERGERE

DE PARIS

Tous les soirs, spectacle varié. — 8 h. 1/2. — Les 3 tabl. : Jane Margy, Jane Thilda. G4 Prix de Lutte. Poule finale. Les Bonhair ; de Prezzi ; Celi Joudis, dim. et fêtes FOLIES-BERGERE

OLYMPIA

Tous les soirs, spectacle varié. — 8 h. 1/2. — Les 3 tabl. : Jane Margy, Jane Thilda. G4 Prix de Lutte. Poule finale. Les Bonhair ; de Prezzi ; Celi Joudis, dim. et fêtes FOLIES-BERGERE

PALAIS

Tous les soirs, spectacle varié. — 8 h. 1/2. — Les 3 tabl. : Jane Margy, Jane Thilda. G4 Prix de Lutte. Poule finale. Les Bonhair ; de Prezzi ; Celi Joudis, dim. et fêtes FOLIES-BERGERE

ELDORADO

Tous les soirs, spectacle varié. — 8 h. 1/2. — Les 3 tabl. : Jane Margy, Jane Thilda. G4 Prix de Lutte. Poule finale. Les Bonhair ; de Prezzi ; Celi Joudis, dim. et fêtes FOLIES-BERGERE

SCALA

Tous les soirs, spectacle varié. — 8 h. 1/2. — Les 3 tabl. : Jane Margy, Jane Thilda. G4 Prix de Lutte. Poule finale. Les Bonhair ; de Prezzi ; Celi Joudis, dim. et fêtes FOLIES-BERGERE

LA BODINIÈRE

TOUS LES JOURS. — 2 h. 0/0 à 3 heures et à 4 h. 1/2. — Matinées-Conférences. — Le soir, Spectacle.

PARISIANA

Parisiana-Revue : A. Thibaud, Suz. Derval, Gien de Castillon, Téléph. 156-70. — 8 h. 1/2. — Les 3 tabl. : Jane Margy, Jane Thilda. G4 Prix de Lutte. Poule finale. Les Bonhair ; de Prezzi ; Celi Joudis, dim. et fêtes FOLIES-BERGERE

TRÉTEAU

Tous les soirs, 8 h. 1/2. — Les 3 tabl. : Jane Margy, Jane Thilda. G4 Prix de Lutte. Poule finale. Les Bonhair ; de Prezzi ; Celi Joudis, dim. et fêtes FOLIES-BERGERE

TABARIN

Tous les soirs, 8 h. 1/2. — Les 3 tabl. : Jane Margy, Jane Thilda. G4 Prix de Lutte. Poule finale. Les Bonhair ; de Prezzi ; Celi Joudis, dim. et fêtes FOLIES-BERGERE

LES MATHURINS

Tous les soirs, 8 h. 1/2. — Les 3 tabl. : Jane Margy, Jane Thilda. G4 Prix de Lutte. Poule finale. Les Bonhair ; de Prezzi ; Celi Joudis, dim. et fêtes FOLIES-BERGERE

LES CAPUCINES

Tous les soirs, 8 h. 1/2. — Les 3 tabl. : Jane Margy, Jane Thilda. G4 Prix de Lutte. Poule finale. Les Bonhair ; de Prezzi ; Celi Joudis, dim. et fêtes FOLIES-BERGERE

LES VIGNOLETTES

Tous les soirs, 8 h. 1/2. — Les 3 tabl. : Jane Margy, Jane Thilda. G4 Prix de Lutte. Poule finale. Les Bonhair ; de Prezzi ; Celi Joudis, dim. et fêtes FOLIES-BERGERE

FUNAMBULES

Tous les soirs, 8 h. 1/2. — Les 3 tabl. : Jane Margy, Jane Thilda. G4 Prix de Lutte. Poule finale. Les Bonhair ; de Prezzi ; Celi Joudis, dim. et fêtes FOLIES-BERGERE

CIRQUE MEDRANO

Tous les soirs, 8 h. 1/2. — Les 3 tabl. : Jane Margy, Jane Thilda. G4 Prix de Lutte. Poule finale. Les Bonhair ; de Prezzi ; Celi Joudis, dim. et fêtes FOLIES-BERGERE

MOULIN-ROUGE

Tous les soirs, 8 h. 1/2. — Les 3 tabl. : Jane Margy, Jane Thilda. G4 Prix de Lutte. Poule finale. Les Bonhair ; de Prezzi ; Celi Joudis, dim. et fêtes FOLIES-BERGERE

GRAND GUIGNOL

Tous les soirs, 8 h. 1/2. — Les 3 tabl. : Jane Margy, Jane Thilda. G4 Prix de Lutte. Poule finale. Les Bonhair ; de Prezzi ; Celi Joudis, dim. et fêtes FOLIES-BERGERE

CIGALE

Tous les soirs, 8 h. 1/2. — Les 3 tabl. : Jane Margy, Jane Thilda. G4 Prix de Lutte. Poule finale. Les Bonhair ; de Prezzi ; Celi Joudis, dim. et fêtes FOLIES-BERGERE

LA ROULETTE

Tous les soirs, 8 h. 1/2. — Les 3 tabl. : Jane Margy, Jane Thilda. G4 Prix de Lutte. Poule finale. Les Bonhair ; de Prezzi ; Celi Joudis, dim. et fêtes FOLIES-BERGERE

CARILLON

Tous les soirs, 8 h. 1/2. — Les 3 tabl. : Jane Margy, Jane Thilda. G4 Prix de Lutte. Poule finale. Les Bonhair ; de Prezzi ; Celi Joudis, dim. et fêtes FOLIES-BERGERE

CONCERT EUROPEEN

Tous les soirs, 8 h. 1/2. — Les 3 tabl. : Jane Margy, Jane Thilda. G4 Prix de Lutte. Poule finale. Les Bonhair ; de Prezzi ; Celi Joudis, dim. et fêtes FOLIES-BERGERE

CAITÉ-ROCHEFOURTE

Tous les soirs, 8 h. 1/2. — Les 3 tabl. : Jane Margy, Jane Thilda. G4 Prix de Lutte. Poule finale. Les Bonhair ; de Prezzi ; Celi Joudis, dim. et fêtes FOLIES-BERGERE

Cité d'Antin

Tous les soirs, 8 h. 1/2. — Les 3 tabl. : Jane Margy, Jane Thilda. G4 Prix de Lutte. Poule finale. Les Bonhair ; de Prezzi ; Celi Joudis, dim. et fêtes FOLIES-BERGERE

GUINGUETTE

Tous les soirs, 8 h. 1/2. — Les 3 tabl. : Jane Margy, Jane Thilda. G4 Prix de Lutte. Poule finale. Les Bonhair ; de Prezzi ; Celi Joudis, dim. et fêtes FOLIES-BERGERE

TOUR D'IFFEL

Tous les soirs, 8 h. 1/2. — Les 3 tabl. : Jane Margy, Jane Thilda. G4 Prix de Lutte. Poule finale. Les Bonhair ; de Prezzi ; Celi Joudis, dim. et fêtes FOLIES-BERGERE

BYR

Tous les soirs, 8 h. 1/2. — Les 3 tabl. : Jane Margy, Jane Thilda. G4 Prix de Lutte. Poule finale. Les Bonhair ; de Prezzi ; Celi Joudis, dim. et fêtes FOLIES-BERGERE

EXPOSITIONS

SALON DU FIGARO

EXPOSITION DES ŒUVRES

DE MESSIEURS TROUILLEBERT

ET

LOUIS-ROBERT CARRIER-BELLEUSE.

Ouverte de 11 heures à 6 heures.

AVIS MORAUX

Correspondance personnelle

AVIS

C.M.25. Dem. nouv. santé. Reçlet. Merc. T.éc. au. At

SPORTS

Chevaux et Voitures

D'ART. 2.000. Tr. beau CHEVAL de 4 ans, 1.600. S'ad. 17, av. St-Marie, St-Mandé, matin.

500 VOITURES NEUVES ET D'OCCASION.

MAISON STIEBEL, 159, rue de Courcelles.

500 VOITURES, HARNAIS, occ. Griffaut, 8, r. Daru.

Les plus BEAUX EQUIPAGES pour le haut commerce : Voitures attelées en location. Voitures Annoncées. Récl. H. Hostein, 47, 49, 51, r. de la Chapelle.

COUPE 3/4 Belvalette, 900, 20, B4 de Courcelles.

SUP. JUM'purs, gr. orig. 5 a., 1.662, exc. sant., d'ac, 1.600. S'ad. 17, av. St-Marie, St-Mandé, matin.

BON CHEVAL de coupé, 1.664, 146, r. l'Université.

Chasse

ON DEMANDE CHASSE À LOUER. Ecrite à M. DE BELINAT, 5, square Oulenberg, Boulogne (S&V).

OFFICIERS MINISTÉRIELS

AVIS

A ces Annonces est appliqué un Tarif dégressif, dont les prix diminuent en raison de l'importance des ordres.

ADJUDICATIONS

Paris

MAISON A PARIS Rue St-Honoré 396. Rev. 21.036. M. A. p. 250.000. A Adj. s'1 ench. ch. not. Paris, le 28 février 1899. S'ad. à M. H. BAZIN, notaire, 7, rue St-Florentin.

IM. rue Dufrenoy, 35, et B4 Flandrin, 22 et 24, avec TERRAIN D'ANGLE. C. 736. M. A. p. 140.000. A Adj. s'1 ench. ch. not. le 28 février 99. S'ad. à M. DUPUY, notaire, 32, rue des Mathurins.

HOTEL RUE BOISSIERE, 45, près arch. Kléber et l'Place des Etats-Unis. C. 300. M. A. p. 350.000. A Adj. s'1 ench. ch. not. Paris, le 28 fév. 99. par M. LEBEVEUX, not. 63, B4 Haussmann.

AVIS FINANCIERS

CRÉDIT FONCIER DE FRANCE

Tirage du 6 Février 1899

L'obligation COMMUNALE n° 964.516 de l'emprunt 2.600.000 1879 est remboursée par CENT MILLE francs.

L'obligation COMMUNALE n° 702.730 de l'emprunt 3.000.000 1880 est remboursée par CENT MILLE francs.

L'obligation COMMUNALE n° 244.962 de l'emprunt 3.000.000 1881 est remboursée par CENT MILLE francs.

Les numéros des autres obligations sorties avec lots ou au pair, seront publiés dans le

BULLETIN OFFICIEL

des Tirages du Crédit Foncier

qui paraît le 6 et le 16 de chaque mois et donne les numéros de tous les tirages sortis aux 38 tirages annuels, qui attribuent des lots à 2.068 obligations dont 44 sont remboursables par 100.000 francs.

PRIX DE L'ABONNEMENT PAR AN :

FRANCE..... 1 FRANC.

ÉTRANGER..... 2

S'adresser pour

Amusement
TAISSERIE ANCIENNE, Lemaire, 7, r. Caumartin.
ROTHENHEIM, unique BCC de gaz garanti 50 0/0 plus de clarté sans augmenter la consommation. Prix : 15 fr. par douzaine. Spécimen sur demande, 154, boulevard Saint-Germain.

HAMBURGER FRÈRES
 362, rue Saint-Honoré
 Objets d'art et d'ameublement, Tapisseries, Porcelaines de Sèvres, Saxe, Tabatières — Éventails.

VOYAGES ET EXCURSIONS
 Paquebots-poste français

MOUVEMENTS

Djibouti, 3 février.

NATAL (M. M.), parti à 11 h. matin, venant de Maurice, La Réunion et Madagascar.

Dakar, 4 février.

CORAILLÈRE (M. M.), parti à 9 h. soir pour le Brésil et La Plata.

Colon, 4 février.

FRANCE (C. G. T.), parti pour Saint-Nazaire et escales.

Suez, 5 février.

SALAZIE (M. M.), parti à 4 h. soir, venant de l'Indo-Chine et du Japon.

Marseille, 6 février.
GUADALQUIVIR (M. M.), arrivé à 7 h. matin, venant de Constantinople.
 New-York, 6 février.
LA CHAMPAGNE (C. G. T.), arrivé à 8 h. matin, venant du Havre.
 La Havre, 6 février.
LA NORMANDIE (C. G. T.), signalé au cap Lizard à 9 h. matin, venant de New-York; entrera dans la nuit.

Hôtels recommandés, Pensons de famille

Boarding-Houses et Casinos

AVIS

Ces annonces jouissent d'une très grande réduction pour les inscriptions par mois.

FRANCE

GRAND HOTEL 1^{er} ordre. G. confort. Site unique. Midi et Mer. Calorifères. Ascenseurs. Luminaires. Bains. Douches. Lawn-Tennis couvert. Dépêche. Havas. Téléphone. — Arrangements et pension à prix modéré.

BIARRITZ

STATION D'HIVER

PARIS HOTEL DU TIBRE, 8, rue du Helder. RECONSTRUIT EN 1897. Chauffage à la vapeur. Eau chaude et froide. Restauration 1^{re} ord.

PARIS HOTEL CAP. Clientèle de châteaux. 184, boulevard Haussmann.

Autriche
INNSBRUCK (TYROL) — Station d'été et d'hiver. Brochure illustrée sur demande par l'Hotel Tyrol. — G. LANDSEY.

Articles de Voyage

PLUS D'EXCÉDENTS DE BAGAGES

avec la MALLE ANGLAISE PERFECTIONNÉE. Fabrique spéciale. Catalogue illustré franco.

AU DÉPART, 29, avenue de l'Opéra, Paris.

CAPIAUX

Offres et Demandes

L'ART D'ÉVITER

EN BOURSE & HORS BOURSE

BERTHOLD, rédacteur, 3, rue Bourdaloue, Paris.

FAIRE EXCEPTIONNELLE — On demande à associer av. 6,000 fr. don. extension art. artiste déjà lancé, patronné par hautes personnalités. Gros bénéf. Aff. tr. sérieuse. Ecr. L. B. X., Figaro.

ROULETTE, Aff. unique. Trav. de 5 ans. Fortune rapide. Démonst. et preuve. Ecr. Figaro, A. A. 77.

ON OFFRE À INGENIEUR, disposant de 150,000 fr. la direction d'une usine métall. uniq. en France. Bénéf. 25 0/0. Ecrire TANIÈRE, 136, rue Ordener.

RENSEIGNEMENTS UTILES
Mariages
MARIAGES RICHES. V. GUYOT, 86, b. Rochechouart.
 D^{ns} 21 ans, dot 3,000,000 fr. épouserait jeune homme ayant position. M^{me} GUYOT, rue Maubeuge, 26.
SÉRIEX. Veuve, enf. 25 a., dot 125,000 fr., 400,000 fr. espère car. apt. employé minist^{re} ou g^{de} admⁿ. av^{nt} min^{im} 5,000 fr. d'appoint. Ecr. L. M. 10, Figaro.

Divers

TITRES NOBILIAIRES. COMTE, 53^{bis}, r. du Rocher.

AVIS COMMERCIAUX

Industrie, Fonds de Commerce

ON OFFRE SITUATION D'ADMINISTRATEUR

dans G^{de} Société commerciale. Exploitant nombreux comptoirs coloniaux. Position de 100,000 fr. par an (minimum). Il faut disposer de 100,000 fr.

Affaire très sérieuse. — Références 1^{re} ordre. DE GARCIN et C^{ie}, 45, rue Lafayette (carref. Drouot).

GRANDE SCIERIE MÉCANIQUE

A cèder pr 90,000 fr. val^{eur} du matériel, ni marchand^{is} ni rouler^{ie}. Travail à façon. Bénéf. b. nets 25,000 fr. De BONNECAZE et C^{ie}, 52, r. de la Chapelle, M^{me} de conf^{id}.

OCCASION POUR DAME DU MONDE
 APPART^{ement} meublé lux. avenue Ch.-Elysées, client. riches étrangers. Bénéf. 25,000 fr. par an. P^{rix} 40,000 fr. Pressé. — JACQUES, 8, rue de l'Anvers, 8.

HOTEL

BELLE FABRIQUE d'un seul article de vente courante à céder ap. fortune avants. Cheval et voit. de maître. Bénéf. net 25,000 fr. avec 50,000 fr. valeur du matériel. Voir d'urgence affaires. — HENRI JUGE, 5, cité Trévise.

AVIS

HOTEL DE 1^{er} ORDRE

L'un des plus importants et des mieux fréquentés de Paris, à proximité de l'Opéra, ayant donné depuis 10 ans

UN MILLION CINQ CENT MILLE FRANCS DE BÉNÉFICES NETS

Le vendeur rest^{er} intéressé p^{our} un tiers ou moitié, si on le désire. Aff. de très rap. Install. et conf^{id}. S'adr. à M^{me} LUCAS et C^{ie}, banq. 33, r. de la Pelletier.

PART DE FACTORIE À CÉDER, produit net 17,000 francs. Conditions avantageuses. GARDON, 7, rue N.-D.-des-Victoires, de 1 h. à 5 h.

RESTAURANT CÉLÈBRE À CÉDER

francs. Matériel, argenterie et cave compris. LE FRANC, 64, rue de Provence, 2 h. à 5 h.

ON DEMANDE À ACHETER INDUSTRIE ou COMMERCE de GROS
 PARIS ou PROVINCE
 HANOL, 17, b. Saint-Germain (Téléphone 810.51).

INGÉNIEUR-CHIMISTE disposant de ses

ap^{rès}-midi, demande surveillance ou direction d'une affaire. — Ecrire au Figaro, G. 345.

BAINS SPLENDIDE Av. 5,000 F.

Install. splendide. Vaste jardin. Appartement 10 p^{ers}. 50 baig. hydr. M^{me} grave. BELLAN, 37, r. Poissonnière.

HOTEL OPÉRA, 38^e m. riche client. étrangers.

avec 25,000 fr. M^{me} MOURET, 69, boulevard Voltaire.

AUTOMOBILE

USINE avec importante force hydraulique en plein fonctionnement. Matériel et outillage de 1^{er} ordre. À céder par suite de circonstances exceptionnelles. — Gros bénéfices À RÉALISER. Voir M^{me} LUCAS et C^{ie}, banq. 33, r. de la Pelletier.

Le Gérant responsable : A. BOREL.

Paris. — D. CASSIGNOL, imprimeur, 26, rue Drouot. (Imprimerie du Figaro). — Encre LORILLUX.

Imprimé sur les nouvelles machines rotatives à six pages de MARINONI.

Mines d'Or du Transvaal
RENSEIGNEMENTS & NÉGOCIATIONS
 Lire la REVUE SUD-AFRICAINE, seul journal français uniquement consacré aux valeurs sud-africaines. — Ab^{on} : 40 fr. par an. Service gratuit un mois sur demande. Dir. : M. Henry Dupont, qui fait sa spécialité de l'étude et de la négociation de ces valeurs, à Paris et à Londres, depuis 1897. Bureaux : 18, rue du Quatre-Septembre, PARIS.

La Maison E. VORMUS, 5, rue Cambon, Paris.

TELEPH. 250.44 (Maison de Confiance, 8^e année)

PRÊTE CAPITALAUX

DES

depuis 3 5/8 % d'intérêt, à Paris et Province sur

immeubles jusqu'à 3 quarts de leur valeur

IMMUES-PROPRIÉTÉS (Titres de Rente,

obligations dont une autre personne a la jouissance

jusqu'à son décès) sans le concours et à l'insu de l'usu-

fruitier; sur **TITRES NOMINATIFS** déposés chez un

notaire ou sur **TITRES** grevés de **RESTITUTION**

ou frappés de **RETOUR**; sur **SUCCESSIONS** et

BIENS INDIVIS sans le concours des co-héritiers, sur

Vente, **Rentes viagères**, **Ordonances hypothé-**

caires, **de** **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de** **la** **Colonie**

de **la** **France** **ou** **de** **l'étranger** et **de**